LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● REVUE EL DJEÏCH

2026, année de l'unité et de la détermination

(P5)

● APRÈS PLUSIEURS JOURS DE GRÈVES

Retour à la normale dans le secteur des transports

(P4)

GUICHET UNIQUE EXPORTATEUR

Réussir le challenge de la diversification économique intense en 2026

Face à une conjoncture de diversification des exportations hors hydrocarbures, l'Algérie entre dans une phase stratégique où l'efficacité administrative devient un levier majeur de compétitivité. L'initiative de lancer un guichet unique pour les exportateurs, annoncée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et présentée par le ministre M. Kamel Rezig, vise à simplifier et à accélérer l'ensemble des procédures liées à l'exportation.

(Lire en Page 4)

● NOUVEL AN AMAZIGH 2976

Lancement des festivités officielles et nationales depuis Alger vers Beni Abbès

(P5)

● SOUDAN

L'armée affirme avoir infligé de lourdes pertes aux FSR au Darfour et au Kordofan

(P12)

EDITION N° 7664 - DIMANCHE 11 JANVIER 2026 - PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREB.DZ

Catastrophe humanitaire : une tempête endommage des milliers de tentes à Gaza

Des milliers de tentes abritant des familles déplacées dans la bande de Gaza ont été endommagées ou emportées par une violente tempête hivernale qui a frappé l'enclave, aggravant des conditions de vie déjà désastreuses et alimentant les craintes d'une catastrophe humanitaire de plus en plus grave, a déclaré samedi la Défense civile de Gaza. Mahmoud Basal, porte-parole de la Défense civile, a indiqué que les vents violents et les fortes pluies avaient causé d'importants dégâts aux abris temporaires accueillant des Palestiniens déplacés, en particulier le long du littoral gazaoui, où des tentes ont été déchirées ou emportées par des rafales atteignant jusqu'à 60 kilomètres par heure.
Il a également établi un lien entre cette crise et le blocage persistant par Israël de l'aide humanitaire et de l'aide à la reconstruction entrant à Gaza. « Il ne s'agit pas simplement d'une crise liée aux conditions météorologiques », a déclaré Basal dans un communiqué. « Nous assistons à la conséquence directe du blocage de l'entrée des matériaux de construction et de l'obstruction à la reconstruction, forçant les gens à vivre dans des tentes déchirées et des habitations insalubres et endommagées, sans dignité ni protection. »
La dernière tempête a débuté vendredi et devrait se poursuivre dans des conditions instables, selon les météorologues palestiniens, qui ont mis en garde contre des pluies continues et des vents violents dans certaines parties du territoire.

France : rappel d'œufs vendus dans plusieurs enseignes en raison d'un risque de salmonelle

Les autorités sanitaires françaises ont lancé un rappel massif d'œufs distribués dans plusieurs grandes surfaces en raison d'un risque de contamination par la bactérie Salmonella, ont rapporté plusieurs médias spécialisés vendredi.
Selon ces informations, des œufs vendus dans des enseignes telles qu'Auchan, Carrefour, Leclerc et Intermarché font l'objet d'un retrait de la vente après identification de risques potentiels pour la santé des consommateurs.
La salmonelle peut provoquer des troubles gastro-intestinaux, fièvre et malaise, particulièrement chez les enfants, personnes âgées, femmes enceintes et immunodéprimés, rappellent les autorités sanitaires.
Les consommateurs sont invités à ne pas consommer les œufs concernés, à les retourner en magasin pour obtenir un remboursement et à nettoyer soigneusement les surfaces ayant été en contact avec ces produits, conseillent les services de sécurité alimentaire.

Le Qatar a aidé le Venezuela à obtenir des preuves de vie pour Maduro

Suite à l'opération américaine visant à capturer Nicolas Maduro la semaine dernière, le Qatar a apporté son concours aux efforts déployés pour obtenir la preuve que le président vénézuélien était toujours en vie lors de son transfert aux États-Unis pour y être jugé, a déclaré le pays sud-américain.
Dans un communiqué publié vendredi, le gouvernement vénézuélien a exprimé sa « profonde gratitude » à l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, et à son gouvernement pour leur soutien durant ce qu'il a qualifié d'« heures sombres » pour Caracas.
« L'émir du Qatar et son Premier ministre ont accompagné les efforts internationaux déployés pour obtenir la preuve que le président constitutionnel de la République, Nicolas Maduro Moros, et la Première dame, Cilia Flores, ont été enlevés en violation flagrante de l'immunité d'État qui protège les chefs d'État », indique le communiqué.
Le 3 janvier, les États-Unis ont mené une opération militaire au Venezuela, capturant le président Nicolas Maduro et son épouse Cilia Flores. Le même jour, le ministère qatari des Affaires étrangères a déclaré être prêt à soutenir les efforts internationaux visant à un règlement pacifique du conflit.
Caracas a affirmé « reconnaître et apprécier » la volonté de Doha de contribuer à l'élaboration d'un « programme de travail et d'un dialogue » avec les États-Unis, fondés sur le « respect du droit international, de la souveraineté des peuples et des principes de paix ».
« Le Venezuela remercie ce geste de solidarité et de responsabilité internationale, qui réaffirme l'importance du dialogue, de la diplomatie et du respect mutuel comme seules voies légitimes de règlement des différends entre États », indique le communiqué.

États-Unis : manifestations pour le 3e jour à Minneapolis après la mort d'une mère abattue par un agent de l'ICE

Des centaines de manifestants se sont rassemblés vendredi soir à Minneapolis, au centre-ville, pour protester contre la fusillade qui a coûté la vie à une mère de famille de 37 ans lors d'une opération de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE).
Renee Nicole Good, mère de trois enfants, a été tuée lorsque qu'un agent de l'ICE a ouvert le feu alors qu'elle était assise au volant de son véhicule mercredi 7 janvier. La scène a profondément choqué la population locale et déclenché une vague d'indignation à l'échelle nationale.
Le ministère de la Sécurité intérieure (DHS) a décrit Good comme une "émeutière" qui bloquait les agents et aurait tenté d'utiliser son véhicule contre les officiers chargés de faire respecter les lois sur l'immigration. Selon les autorités fédérales, le tir a eu lieu en légitime défense, après que Good aurait tenté de percuter des agents avec sa voiture.
La manifestation de vendredi a attiré une grande foule dans le centre de Minneapolis, où les protestataires brandissaient banderoles et pancartes dénonçant la mort de la mère de famille. La situation s'est tendue lorsque certains manifestants ont semblé tenter de forcer l'entrée d'un hôtel où des agents fédéraux seraient hébergés.
La police de Minneapolis a déclaré l'attroupement illégal tard vendredi, entraînant de nombreuses arrestations. Le ministère de la Sécurité publique du Minnesota a confirmé tôt samedi que des agences d'État étaient intervenues pour aider à disperser la foule.
Les forces de l'ordre ont essayé de disperser les manifestants sous un ballet de sirènes et de lumières policières, tandis que certains protestataires continuaient à frapper des tambours et à souffler dans des sifflets. D'autres se sont agenouillés au sol en signe de résistance et de deuil.
L'administration Trump a déployé environ 2 000 agents fédéraux, issus de l'ICE et du Federal Bureau of Investigation (FBI), à Minneapolis dans le cadre d'efforts accrus pour renforcer les opérations visant les immigrés sans papiers. Cette décision suscite de vives critiques et une opposition croissante.
Des veillées et des manifestations ont été signalées dans plusieurs villes à travers les États-Unis en réaction à la mort de Renee Nicole Good, les protestataires appelant à la justice et à une responsabilisation des autorités fédérales.

Mercosur : une majorité d'États approuve l'accord de libre échange

Une majorité qualifiée d'États membres de l'Union européenne (UE) a approuvé vendredi à Bruxelles l'accord de libre échange entre l'UE et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay).
Cette approbation intervient malgré le vote « contre » de la France, qui s'est opposée au texte pour des raisons économiques et agricoles, ainsi que l'opposition d'autres pays comme l'Irlande, la Pologne ou la Hongrie.
Le président français Emmanuel Macron a annoncé jeudi, la veille du vote de Bruxelles, que la France voterait contre la signature du traité, invoquant le faible gain économique estimé par la Commission européenne (+0,05 % de PIB de l'UE à l'horizon 2040) et les risques pour les filières agricoles sensibles et la souveraineté alimentaire. Il a informé Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, de cette décision. Malgré ces critiques, l'accord a obtenu le soutien de suffisamment de pays pour franchir l'étape du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne (États membres), permettant à la Commission européenne de procéder à la signature du texte.
Aux côtés de la France, l'Irlande a également annoncé qu'elle voterait contre le scénario proposé, jugeant que les mesures supplémentaires obtenues lors des négociations n'étaient pas suffisantes pour protéger ses agriculteurs et ses standards de production.
La présidente de la Commission Ursula von der Leyen pourrait se rendre dès lundi au Paraguay pour signer formellement l'accord, après quoi il sera transmis au Parlement européen pour ratification par les députés. Selon l'eurodéputée macroniste Stéphanie Yon-Courtin, membre de Renew Europe, groupe politique centriste et libéral au Parlement européen, interrogée sur franceinfo, chaîne publique d'information, « maintenant la balle est dans le camp du Parlement européen », et « la messe n'est pas dite ». Elle ajoute qu'environ 150 eurodéputés sur 720 prévoient de saisir la justice pour tenter de « bloquer l'entrée en vigueur » du traité. L'accord UE Mercosur, négocié depuis 1999 et finalisé politiquement en décembre 2024, vise à créer l'une des plus grandes zones de libre échange au monde, regroupant plus de 700 millions de consommateurs. Il prévoit la réduction ou la suppression d'une large part des droits de douane sur une gamme étendue de biens. Le texte devrait notamment facilité les exportations européennes de voitures, machines, vins et fromages vers les pays du Mercosur. Dans l'autre sens, il facilitera l'entrée en Europe de produits agricoles sud-américains tels que bœuf, volaille, sucre, riz, miel et soja, ce qui suscite l'inquiétude des producteurs européens opposés à la concurrence de produits importés à bas coût.
Cette décision intervient alors que plusieurs mobilisations agricoles ont eu lieu en France, avec des manifestations et des blocages pour exprimer l'opposition à l'accord UE Mercosur, en particulier sur la protection des filières sensibles et l'équité commerciale.
Le processus d'adoption complète nécessitera le vote du Parlement européen avant toute mise en vigueur, ainsi que la ratification éventuelle par les États membres.

GUICHET UNIQUE EXPORTATEUR

Réussir le challenge de la diversification économique intense en 2026

Face à une conjoncture de diversification des exportations hors hydrocarbures, l'Algérie entre dans une phase stratégique où l'efficacité administrative devient un levier majeur de compétitivité. L'initiative de lancer un guichet unique pour les exportateurs, annoncée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et présentée par le ministre M. Kamel Rezig, vise à simplifier et à accélérer l'ensemble des procédures liées à l'exportation. Le guichet unique numérique centralisera les démarches administratives, les formalités douanières, les certifications et les exigences réglementaires, offrant aux opérateurs une interface homogène, transparente et accessible à distance.

Dans ce contexte, l'objectif est clair: réduire les délais de traitement, diminuer les coûts opérationnels et diminuer les frictions bureaucratiques qui freinent l'entrée des produits algériens sur les marchés internationaux. Cette réforme s'inscrit dans une dynamique de déverrouillage des potentialités exportatrices non pétrolières, en soutenant les secteurs agroalimentaire, manufacturier et artisanal, et en renforçant la crédibilité du pays auprès des investisseurs et des partenaires commerciaux. En simplifiant l'écosystème export, l'Algérie aspire à une croissance plus résiliente, à une diversification durable et à une intégration plus forte dans les chaînes de valeur mondiales.

Lors d'une audition devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mme Samira Barhoum, présidente de la commission, M. Rezig a précisé que ses services œuvrent à "la préparation du lancement d'un guichet unique numérique pour les exportateurs activant dans les différents secteurs, qui permettra de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et d'accélérer la cadence du traitement des dossiers".

Grâce à ce nouvel outil numérique, les opérateurs pourront obtenir les documents nécessaires à leurs opérations d'exportation dans les meilleurs délais, sans avoir à se déplacer à Alger, et pourront également prendre les rendez-vous en ligne afin de faciliter l'examen de leurs préoccupations, selon le ministre.

M. Rezig a estimé que ce guichet constitue un "progrès majeur dans le domaine de l'exportation, car il contribuera significativement à l'augmentation des exportations nationales hors hydrocarbures et au renforcement de la compétitivité des produits algériens sur les marchés extérieurs".

A cette occasion, le ministre a salué les efforts déployés pour élargir la base des opérateurs impliqués dans la dynamique d'exportation, soulignant que ce nombre avait atteint près de 1800 exportateurs au cours des dix (10) premiers mois de 2025.

Evoquant les deux organismes nationaux spécialisés dans la promotion des exportations hors hydrocarbures et dans le suivi et l'encadrement des importations, dont la création a été ordonnée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a fait savoir que la définition du règlement intérieur est entrée dans sa phase finale, en prélude à son adoption.

La création de ces deux organismes intervient en application des instructions du président de la République, qui a ordonné la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) et la création de deux organismes: le premier chargé d'appuyer et d'encourager les exportations, et le second spécialisé dans l'organisation et l'encadrement des importations.

Le ministre a souligné l'importance de cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la restructuration du système du commerce extérieur, en vue de renforcer la gouvernance et l'efficacité et d'adopter une nouvelle approche loin des solutions conjoncturelles et des mesures isolées, de manière à donner un véritable élan à la hausse des exportations hors hydrocarbures, à valoriser les capacités de production nationales et à créer une valeur ajoutée durable.

Dans le même sillage, M. Rezig a révélé que son département avait finalisé l'élaboration du projet de loi sur le commerce extérieur, qui est actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG).

Il a, par ailleurs, salué le rôle du Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) dans cette dynamique, lequel prend en charge le remboursement d'une partie importante des frais de transport international, ainsi que des dépenses liées à la participation aux foires et salons internationaux. Le nombre de dossiers enregistrés via la plateforme numérique pour bénéficier de ce fonds et ayant donné lieu à un remboursement s'élève à près de 1.800 dossiers au titre de l'année 2025, a-t-il précisé.

Afin de prendre en charge l'ensemble des dossiers déposés, plusieurs mesures ont été adoptées dans la loi de finances 2026 pour diversifier les sources de financement de ce fonds, a fait savoir le ministre, assurant que ses services "attendent une autorisation du ministère des Finances pour procéder au remboursement des créances des opérateurs économiques enregistrées au titre des trois dernières années (2022, 2023, 2024)".

Le ministre a également évoqué la stratégie de son secteur en matière de promotion du produit local, affirmant que 2026 sera "l'année de l'exportation et de la promotion du label +Made in Algeria+", ajoutant qu'elle sera marquée par un programme intensif de salons organisés à cet effet, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Il a, à ce propos, fait observer que l'Algérie participera à plus de 26 manifestations économiques à l'étranger, réparties entre six foires internationales, huit salons spécialisés et 14 expositions dédiées aux produits algériens dans plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie.

L'Algérie accueillera, en outre, en avril prochain, la deuxième édition de la Conférence et de l'Exposition arabe et internationale des petites et moyennes industries, avec la participation

de 22 pays arabes et de 11 pays africains (non arabes), a ajouté le ministre.

Au plan national, un programme a également été élaboré à travers 28 wilayas, couvrant différents secteurs, afin d'offrir des espaces professionnels organisés pour la présentation des produits et services nationaux et de renforcer l'interaction entre les différents acteurs économiques, a conclu M. Rezig.

Hamza B.

DURANT LES NEUF PREMIERS MOIS DE 2025

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont dépassé 4,3 milliards de dollars

La valeur des exportations algériennes hors hydrocarbures a dépassé 4,3 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2025, soit une hausse de 26 % par rapport à la même période en 2024, comme l'a annoncé jeudi le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.

Lors d'une audition devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée nationale populaire, présidée par Samira Barhoum, M. Rezig a expliqué que les résultats enregistrés pour les exportations hors hydrocarbures durant cette période étaient « nettement supérieurs à ceux des mêmes périodes des deux années précédentes ».

En examinant l'évolution mensuelle des exportations hors hydrocarbures au cours de l'année écoulée, M. Rezig a fait état d'une progression constante, passant de 296 millions de dollars en janvier (-12 % par rapport à janvier 2024) à 452 millions de dollars en octobre dernier (+42 % par rapport au même mois en 2024).

Le mois de juillet a enregistré la plus forte hausse des exportations hors hydrocarbures durant cette période, atteignant 490 millions de dollars, soit une augmentation de 74 % par rapport à juillet 2024, selon les chiffres présentés par le ministre.

R.N.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Air Algérie et l'EPTV se réunissent pour booster le tourisme vers l'Algérie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a signé, vendredi à Alger, un protocole d'accord avec l'Entreprise Publique de Télévision (EPTV), consacrant le renforcement de la coopération entre deux entreprises nationales majeures au service de la promotion de l'image de l'Algérie, a indiqué un communiqué du transporteur national.

Dans un paysage médiatique de plus en plus saturé d'images et de messages, les médias jouent un rôle central dans la construction de l'image d'une nation et dans l'attraction des flux touristiques. Pour l'Algérie, la promotion de sa destination passe par une narration cohérente et authentique qui met en valeur son patrimoine riche, ses paysages variés, son patrimoine culturel et son potentiel d'expériences inoubliables. Les médias, qu'ils soient traditionnels ou numériques, servent de passerelle entre la destination et le voyageur moderne, en offrant des contenus qui inspirent, informent et rassurent. Un volet clé de cette stratégie réside dans la disponsabilité d'un réseau aérien efficace et fiable, capable de connecter les visiteurs aux sites emblématiques et aux régions moins explorées. Le renforcement de la flotte aérienne d'Air Algérie devient alors un symbole tangible de cette ambition: il garantit des liaisons sûres, des délais respectés et une expérience client améliorée, tout en renforçant la sécurité et la compétitivité du secteur. Par une couverture médiatique proactive — reportages sur les destinations, témoignages de voyageurs, analyses économiques et perspectives culturelles — l'Algérie peut consolider son attractivité, stimuler le tourisme durable et soutenir une croissance économique inclusive.

La cérémonie de signature s'est tenue au Centre international des conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", en présence du Président-directeur général d'Air Algérie, M. Hamza Benhamouda, et le Directeur général de l'EPTV, M. Mohamed Baghali, en présence du Conseiller du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Saïd, et du ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama.

Le protocole d'accord, signé en marge de l'annonce de la grille de programmes dédiée au mois sacré de Ramadhan, définit le cadre général d'un partenariat fondé sur l'échange de services et d'expertises entre les deux entreprises publiques, chacune dans son domaine de compétence. Il a pour objectif de promouvoir la destination Algérie, de valoriser la richesse et la diversité du patrimoine national, et de renforcer la visibilité d'Air Algérie sur les scènes nationale et internationale, précise le communiqué. Dans ce contexte, Air Algérie et l'EPTV entendent développer des coproductions audiovisuelles et mettre en œuvre un programme d'accompagnement destiné à soutenir le rayonnement de l'Algérie lors des grands événements nationaux et internationaux, contribuant ainsi à la promotion de son image et à l'affirmation de son identité culturelle.

A travers ce partenariat stratégique, Air Algérie réaffirme, en tant que pavillon national, "son engagement à soutenir toutes les initiatives en adéquation avec les valeurs qu'elle incarne. Fidèle à sa mission et à sa responsabilité d'entreprise citoyenne", souligne le communiqué.

"La compagnie demeure pleinement ouverte sur son environnement institutionnel, culturel et médiatique, et œuvre à renforcer les synergies nationales au service du développement et du rayonnement durable de l'Algérie", selon la même source.

R.N.

APRÈS PLUSIEURS JOURS DE GRÈVES

Retour à la normale dans le secteur des transports

La grève des transports de marchandises et des transports de voyageurs déclenchée la semaine dernière a très sérieusement perturbé les activités des usagers, mais sans toutefois toucher les commerçants de l'alimentation générale et les superettes, puisqu'il a été constaté que les produits ont été bien disponibles, sans constater de hausse des prix.

Cette grève s'est achevée progressivement après avoir été rétablie hier, samedi, à l'instar des transports de voyageur.
Il est très important de signaler que le déclencheur de cette situation de grève a été la récente hausse des prix des carburants, entrée en vigueur le 1er janvier.
Les usagers ont été donc surpris de constater des perturbations dans les transports de marchandises et des voyageurs.
Côté transporteurs, ces derniers estiment que cette hausse aura une répercussion très négative sur leur budget, d'autant plus que cette situation a coïncidé avec la flambée des prix des pièces de rechange et des coûts d'entretien, alors que les tarifs du transport de voyageurs sont demeurés inchangés depuis 2018.
Le nouveau projet de Code de la route, perçu comme excessif a suscité aussi leur mécontentement. Malgré les assurances des pouvoirs publics, affirmant que le projet de loi reste ouvert à l'enrichissement et que les propositions des partenaires sociaux seront examinées.
Face à cette situation de grève des transports de marchandises et de voyageurs, y compris ceux des taxis qui ont également observé une grève.
Le constat est là : cette grève déclenchée sans préavis par une partie des transporteurs s'est poursuivie, et ce, en dépit des appels répétés à la reprise de l'activité lancés par l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) et plusieurs autres syndicats du secteur.
Ce mouvement unilatéral et pas du tout encadré, a provoqué de graves perturbations du service public du transport, mettant des milliers d'usagers dans une situation particulièrement difficile à travers la capitale.
Cette situation a alors obligé les citoyens à se rabattre massivement sur les voitures de transport avec chauffeur (VTC) et les applications de transport, rapidement saturées par une demande exceptionnelle.
Cette situation a entraîné de longs délais d'attente et une flambée des prix chez les « transporteurs clandestins », accentuant le mécontentement des usagers.
Des travailleurs ont été donc bloqués sans solutions alternatives ni informations claires sur une éventuelle reprise.
Et là, cette paralysie a coïncidé avec la reprise des cours dans les établissements scolaires et les universités qui ont été contraints de reporter certains examens. Élèves, étudiants et travailleurs figurent parmi les principales victimes de ce débrayage prolongé.

LES SYNDICATS DES TRANSPORTS REÇUS PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

Par ailleurs, il est important de signaler que les représentants des syndicats du transport ont été reçus par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, en confirmant, à la fin de la réunion tenue avec ce dernier, la reprise officielle de l'activité du transport à l'échelle nationale, soulignant que les autorités ont été à l'écoute des préoccupations soulevées.
Il y a lieu de noter que cette réunion a connu la présence du président du Conseil de la nation, des représentants du Syndicat national des transporteurs par taxis (SNTT), affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'Union nationale des transporteurs (UNT) et la Fédération nationale des transporteurs de voyageurs et de marchandises (FNTVM) relevant de l'Union générale des commerçants et artisans

algériens (UGCAA). Ainsi, dans leurs déclarations, les représentants des syndicats ont tenu à rassurer l'ensemble des transporteurs quant à «l'existence d'une forte réactivité des autorités face à leurs préoccupations».
«L'activité du transport a été officiellement reprise. Tous les transporteurs font confiance aux institutions de l'État et l'avenir sera meilleur», ont-ils affirmé.
De son côté, le secrétaire général du Syndicat national des transporteurs par taxis (SNTT), Sid Ali Ait El Hocine, a affirmé, à cet effet, que le projet de loi portant code de la route «n'a pas encore reçu l'aval du Conseil de la nation», soulignant qu' «il y a une forte possibilité de le soumettre à une commission paritaire, ce qui voudrait dire que l'on se dirige vers la révision des articles qui ont fait polémique».
«Les autorités sont conscientes des préoccupations des transporteurs et de l'importance du secteur du transport en général», a-t-il encore ajouté, alertant, pour l'occasion, sur le fait qu'il existe des attaques électroniques visant à semer la discorde et à créer la confusion au sein de la société et des institutions de l'État algérien».
«Il y a une réponse réelle des institutions de l'État, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cela constitue une fierté et un point positif à mettre à l'actif des transporteurs privés», a-t-il lancé.

QUELQUES RAPPELS IMPORTANTS

Il y a lieu de souligner que le ministère de l'Intérieur a reçu, le 2 janvier, les représentants de plusieurs syndicats du secteur des transports et dans un communiqué rendu public le même jour, le ministère avait «confirmé que le projet de code de la route est toujours en cours d'examen dans le cadre du processus législatif en vigueur, et qu'il demeure ouvert à l'enrichissement à la lumière des observations et propositions formulées».
Concernant la tarification du transport, il a été précisé que «ce dossier fera l'objet d'une étude tenant compte du caractère social du service public ainsi que du pouvoir d'achat du citoyen». Adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN) le 24 décembre dernier, le projet de loi portant Code de la route, se trouve actuellement au niveau du Conseil de la nation pour examen. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présenté le texte devant la Commission de l'équipement et du développement local mardi dernier.

Saïd Ben

PRODUCTION DES MATIÈRES POUR LA PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Afin de réduire de 60% la facture d'importation

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri a annoncé à Alger, le lancement de plusieurs projets pour la production de matières premières destinées à la fabrication de médicaments. Lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, Kouidri a annoncé que ces projets permettront, à court terme, de réduire de 60% la facture d'importation de ces intrants.
Saisissant cette occasion, le ministre a rappelé que le groupe Saidal avait lancé la mise en œuvre de plusieurs projets importants à travers le territoire national, et d'autres inscrits, lesquels contribueront à réduire les importations nationales de matières premières destinées à la fabrication des médicaments, estimées actuellement à 3 milliards de dollars. Après avoir mis en exergue le bond qualitatif réalisé par l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, avec un taux de couverture des besoins du marché par la production locale avoisinant 82%, le ministre a souligné que l'Algérie figure parmi les quelques pays ayant opté pour ce type d'investissements à caractère stratégique. Ceci pour assurer localement la disponibilité des matières premières destinées à la fabrication des médicaments, après l'acquisition des technologies de production nécessaires.
Pour Kouidri, la consécration de la souveraineté sanitaire passe inéluctablement par la production locale de matières premières, une orientation que le secteur s'emploie à concrétiser à travers le groupe Saidal, par le lancement de plusieurs projets stratégiques de fabrication de matières premières destinées notamment à la production de médicaments anticancéreux, d'antibiotiques, de médicaments pour les maladies cardiovasculaires et d'antidiabétiques, d'anti-inflammatoires, d'hormones, de paracétamol et autres, en sus de projets associant des laboratoires privés disposant de capacités de production significatives.

ENCOURAGER LES INVESTISSEURS POUR LA FABRICATION DE DISPOSITIFS MÉDICAUX

S'agissant de la stratégie du secteur en matière d'organisation de la fabrication des médicaments de produits pharmaceutiques, et de mise en place de mécanismes visant à éviter leur pénurie, le ministre assure que le secteur accorde la priorité à la disponibilité de produits de qualité, par la régulation et l'organisation du marché du médicament, la limitation des importations anarchiques, et l'encouragement des investisseurs à se tourner vers la fabrication de dispositifs médicaux. Concernant la disponibilité des médicaments sur le marché local, le ministre a dit que sur un total de 6.500 médicaments commercialisés localement, le secteur enregistre actuellement l'indisponibilité de 16 médicaments en raison de leur rareté sur le marché international, soulignant qu'il existe des produits de substitution pour pallier ce manque, outre une nette amélioration de la disponibilité des médicaments au niveau de la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH).
Sur une question relative aux tests et produits utilisés pour le diagnostic des allergies, de l'asthme et de la rhinite allergique chronique, le ministre a indiqué que le secteur poursuivait sa politique d'encouragement de l'investissement dans ce domaine, faisant état du lancement de plusieurs projets de localisation de l'industrie de médicaments novateurs par des producteurs algériens, en partenariat avec des laboratoires étrangers spécialisés. Le secteur s'attèle aussi à orienter les investisseurs vers la production de médicaments et de produits pharmaceutiques qui étaient auparavant importés, a précisé le ministre, affichant l'engagement du secteur à assurer la disponibilité de ce type de préparations de diagnostic et à répondre aux demandes exprimées par l'Institut Pasteur, tout en accordant toutes les facilités nécessaires à l'implantation d'unités de production locale de ces produits pharmaceutiques.
Enfin, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a conclu en indiquant que le secteur met en œuvre des programmes d'importation étudiés pour ces produits, soumis à un contrôle rigoureux, jusqu'à la localisation effective de leur production locale, tout en octroyant les autorisations d'importation nécessaires au profit de l'Institut Pasteur.

S. B.

REVUE EL DJEÏCH

2026, année de l'unité et de la détermination

L'éditorial de janvier de la revue El Djeïch souligne l'engagement de l'ANP pour 2026 : une année placée sous le signe de l'unité et de la souveraineté.

Les Algériens qui accueillent la nouvelle année 2026 avec toute la volonté, la détermination et l'ambition de continuer de tracer leur route vers l'édification de l'Algérie nouvelle et victorieuse, sont appelés à resserrer les rangs et consolider la cohésion et l'unité nationale afin de relever l'ensemble des défis et faire face aux diverses menaces, a souligné la revue El Djeïch dans son numéro du mois de janvier.

UN MANDAT ONUSIEN MARQUÉ PAR DES BATAILLES DIPLOMATIQUES DÉCISIVES

À la fin de l'année 2025, le mandat de 2 années de l'Algérie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies est arrivé à son terme et durant ce mandat, l'Algérie a « mené des batailles diplomatiques marathoniennes pour le triomphe des causes justes », note la revue dans son éditorial intitulé « Un nouvel an avec une volonté plus forte ».

À ce titre, poursuit l'éditorial, l'Algérie a été « la voix de la vérité et de la justice » dans son plaidoyer pour la cause palestinienne, mobilisant la communauté internationale pour mettre fin à l'agression contre Ghaza et réclamant l'établissement d'un État palestinien avec Al-Qods pour capitale.

UN ENGAGEMENT CONSTANT EN FAVEUR DES CAUSES JUSTES

Durant ce même mandat, l'Algérie a également continué à défendre la cause sahraouie et le droit de son peuple à l'autodétermination, dénonçant les violations de l'occupant marocain, tout en se positionnant comme une voix forte au service des intérêts de l'Afrique.

Ces positions, unanimement appréciées, reflètent la confiance placée en l'Algérie par les Africains, ce qui lui a valu d'être élue à la vice-présidence de la Commission de l'Union africaine et comme membre du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Cette confiance consacre les efforts de l'Algérie pour l'instauration de la sécurité et du développement en Afrique, illustrés par les nombreuses manifestations régionales qu'elle a abritées.

UN RAYONNEMENT RÉGIONAL ET INTERNATIONAL AFFIRMÉ

La revue cite notamment la 12e édition de la Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran 2025), la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme, ainsi que la Foire commerciale intra-africaine et la Conférence africaine sur les start-up. Elle souligne également la présence de l'Algérie au sein de divers organismes internationaux, dont le Conseil économique et social de l'ONU, affirmant que ces succès s'inscrivent dans la dynamique de développement que connaît le pays. Cette dynamique touche plusieurs secteurs clés tels que l'énergie, les mines, les infrastructures, le logement et la santé.

DES AVANCÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES PORTÉES PAR LA JEUNESSE

Les grandes réalisations et les avancées économiques et sociales à un rythme accéléré matérialisent cette dynamique, grâce à la mobilisation de tous les Algériens, en particulier des jeunes. Ces derniers bénéficient d'un soutien constant afin d'être la locomotive du développement national, comme l'a souligné le président de la République Abdelmadjid Tebboune dans ses vœux pour 2026.

Le président a affirmé que la nouvelle année sera une source de fierté et de rayonnement, permettant à l'Algérie d'accéder au rang des pays émergents.

L'ANP, PILIER DE LA SÉCURITÉ ET DE LA STABILITÉ

El Djeïch estime que ces acquis sont le fruit de l'approche clairvoyante des hautes autorités de l'État, de la volonté du peuple algérien et de la conjugaison des efforts des institutions nationales. Parmi elles figure l'ANP, digne héritière de l'ALN, qui veille à consolider sa disponibilité opérationnelle et à garantir la sécurité et la stabilité du pays.

L'ANP contribue également au développement national et à la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la sécurisation des frontières.

UNE VIGILANCE PERMANENTE FACE AUX MENACES

Ces résultats témoignent de la disponibilité constante des Forces armées à travers tout le territoire national pour préserver la souveraineté et la sécurité du pays. Dans ses vœux aux personnels de l'ANP, le général d'Armée Saïd Chanegriha a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour éradiquer les résidus du terrorisme par l'innovation et la vigilance. Il a également appelé à faire échec aux tentatives de la criminalité organisée visant à déstabiliser le pays.

En conclusion, l'éditorial souligne que l'accueil de l'année 2026 impose plus que jamais de renforcer la cohésion nationale et l'unité du peuple algérien.

Cette union permettra de relever les défis, de faire face aux menaces et de barrer la route à ceux qui attentent à la stabilité du pays. Ainsi, la terre des Chouhada demeurera, quelles que soient les conspirations, forte, unie et victorieuse, conclut El Djeïch.

R.N.

NOUVEL AN AMAZIGH 2976

Lancement des festivités officielles et nationales depuis Alger vers Beni Abbès

Les festivités officielles et nationales de célébration du Nouvel An amazigh, Yennayer 2976, ont débuté vendredi depuis Alger vers la wilaya de Beni Abbès, sous le Haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et la supervision du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA). La cérémonie s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali et du secrétaire général du HCA, M. Si El-Hachemi Assad, et de représentants d'instances officielles.

La caravane s'est ébranlée depuis la gare de l'aéroport "Houari Boumediene" d'Alger, en direction de la commune d'Abadla, dans la wilaya de Béchar, avant de poursuivre son périple par route à destination de la wilaya de Beni Abbès.

A cette occasion, le président du Conseil de la nation a salué cette initiative, qui "témoigne de la profondeur de l'histoire, de la culture et des traditions de l'Algérie", les festivités du Nouvel An amazigh devant être célébrées à travers tout le territoire national.

Dans le même cadre, le président de l'APN a mis l'accent sur la symbolique de ces festivités, qui reflètent "la place immuable de la langue amazighe dans les composantes de l'identité nationale", affirmant que son institution accompagnera la promotion de Tamazight en l'intégrant dans ses activités et programmes.

Dans le cadre des célébrations du Nouvel An amazigh, un programme riche et varié comprenant plusieurs activités culturelles est prévu du 10 au 12 janvier dans la wilaya de Beni Abbès, avec l'organisation de la 6ème édition du prix du président de la République de littérature et langue amazighes. L'événement est placé sous le slogan "De Beni Abbès, Yennayer brille pour une Algérie victorieuse", reflétant "la fierté d'appartenir à une Algérie unie et victorieuse", avait déclaré M. Assad.

Le programme proposera plusieurs activités culturelles, dont l'inauguration à Beni Abbès d'une fresque artistique intitulée "L'arabité et l'amazighité", réalisée sous la supervision du Musée national de la calligraphie islamique de Tlemcen.

Un espace sera également aménagé pour le marché de Yennayer, avec des stands de livres permettant aux auteurs et créateurs de commercialiser leurs ouvrages, ainsi que des stands pour les start-up.

Le programme prévoit également une conférence scientifique sur "La dimension historique et civilisationelle de Yennayer et son lien avec le calendrier agraire (agricole)", ainsi que des spectacles artistiques et des expositions artisanales reflétant la richesse du patrimoine amazigh, outre l'organisation d'un atelier de traduction d'ouvrages arabes en Tamazight, ainsi qu'un forum participatif pour les enfants sur le thème "Yennayer : symbole de diversité et d'unité".

Le lancement du voyage symbolique a été donné par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, et le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad. «Cette fête traduit la profondeur de l'histoire et la culture algériennes et la richesse de ses traditions», souligne Nasri, mettant en avant la portée du train reliant le Nord et le Sud «symbole de l'Unité nationale».

Pour sa part, Boughali rappelle que Yennayer est un élément indissociable de l'identité algérienne. «Nous sommes amazighs et arabes et l'Algérie nous a unifiés», lance-t-il avant de proclamer que «l'Algérie est au-dessus de tout et rien n'est au-dessus de l'Algérie». Le président de l'APN ne manque pas de saluer les efforts considérables du HCA, «à sa tête Si El Hachemi Assad, pour donner à l'Amazighité sa véritable dimension, une présence et une visibilité au niveau national».

Pour l'accompagnement et la valorisation de ce travail, Boughali annonce qu'«à partir de la semaine prochaine, dans toutes les activités de l'APN et sur tous ses sites, un représentant s'exprimera en tamazight, afin de permettre à tous les citoyens d'accéder à l'activité de l'Assemblée et de mettre en pratique la politique du président de la République qui consiste à renforcer et valoriser l'identité nationale».

PLUS DE 250 PARTICIPANTS À BORD DU TRAIN DE YENNAYER

D'Abadla, la caravane du HCA poursuivra son périple vers Beni Abbès, qui abritera, durant 3 jours, les festivités de Yennayer ainsi que la cérémonie de remise du Prix du président de la République pour la Littérature et la Culture Amazighs, dans sa 6e édition. Plus de 250 participants sont montés à bord du train. Parmi eux, figurent le P-DG de la SNTF, Bouaouni, la déléguée nationale de protection et de la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, et Mohamed Lahcen Zeghidi, co-président de la commission conjointe d'historiens algériens et français «Histoire et mémoire».

Ont également fait partie du voyage, le président du Réseau NADA pour la protection des droits de l'enfant, Abderrahmane Arar, et des représentants du ministère de la Défense nationale et une délégation de membres du Parlement.

Durant le voyage, plusieurs activités ont été organisées, notamment une démonstration de fabrication de poterie par Na Ouardia, venue de Maatkas, une commune dans la wilaya de Tizi Ouzou connue pour la pratique de ce savoir-faire ancestral.

L'association Amlouline de la commune d'Assi Youcef (Tizi Ouzou) a donné quelques détails sur la fabrication du burnous. Des troupes folkloriques de Ghardaïa, des Aurès et de Kabylie ont offert aux passagers un moment de détente en entonnant des chants traditionnels. Enfin, un atelier de traduction en tamazight a été animé par des spécialistes de cette langue.

Rappelons que le programme de 2 jours proposera plusieurs activités culturelles, dont l'inauguration à Beni Abbès d'une fresque artistique intitulée: «L'arabité et l'amazighité», réalisée sous la supervision du Musée national de la calligraphie islamique de Tlemcen.

Un espace sera également aménagé pour le marché de Yennayer, avec des stands de livres permettant aux auteurs et créateurs de présenter leurs ouvrages, des stands pour les start-up, des spectacles artistiques et des expositions d'objets d'artisanat, un atelier de traduction d'ouvrages arabes en tamazight et un forum participatif pour les enfants sur le thème «Yennayer: symbole de diversité et d'unité».

R.N.

TINDOUF

Djellaoui inspecte l'état d'avancement des gares et les essais préliminaires de la ligne minière

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a inspecté plusieurs nouvelles gares ferroviaires en cours de réalisation dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire minière Ouest, qui relie les wilayas de Bechar, Beni Abbes et Tindouf.

A cette occasion, le ministre s'est intéressé à l'avancement des travaux sur le chantier de la gare d'Oum El Assel, dont la réalisation est désormais presque achevée. La délégation ministérielle a ensuite effectué, à bord d'une locomotive ferroviaire dédiée aux essais techniques, le trajet entre la gare d'Oum El Assel et celle de Tindouf, dans le cadre des tests préliminaires en vue des essais officiels programmés le 14 janvier, en coordination avec la Société nationale des transports ferroviaires, avant la mise en exploitation de la ligne. Dans une déclaration à la presse, M. Benrabie Abdelchafi, directeur du projet de la ligne ferroviaire minière Ouest Bechar–Gara Djebilet, a souligné que ces essais techniques illustrent les avancées significatives réalisées dans le cadre de ce projet stratégique, grâce à l'implication des compétences nationales. Il a précisé que le tracé concerné s'étend sur environ 950 km et que les travaux progressent à un rythme soutenu sur l'ensemble des tronçons, assurant ainsi la continuité complète de la ligne ferroviaire entre Bechar et Gara Djebilet. Le responsable a ajouté que 22 km d'ouvrages d'art ont déjà été réalisés, et que sept gares ferroviaires ont été finalisées, s'étendant d'El Abadla à H'maguir, en passant par Tabelbala, Hassi Khebbi, Oum El Assel, la gare de Tindouf et celle de Gara Djebilet. Ces réalisations témoignent de l'avancement notable du projet. a souligné M. Benrabie relevant que le succès des essais techniques constitue un indicateur positif de l'état de préparation de cette infrastructure stratégique, qui bénéficie d'un suivi rigoureux et de la mobilisation des compétences nationales, conformément à la vision de l'Etat visant à développer les infrastructures, renforcer le réseau ferroviaire et soutenir l'investissement minier.

INSPECTION DES DIFFÉRENTES INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS DE LA LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-BENI-ABBES-TINDOUF

D'autre part, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a effectué une visite de travail et d'inspection des différentes infrastructures et installations réalisées dans le cadre du mégaprojet projet ferroviaire, couvrant les wilayas de Bechar, Beni-Abbes et Tindouf. Au cours de cette visite, entrant dans le cadre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebounne, concernant la mise en service de la ligne ferroviaire

minière ouest, durant ce mois de janvier, le ministre a pu constater l'achèvement total des travaux de cette ligne ferroviaire, longue de 950 km, finalisés fin décembre 2025. Ce projet englobe sept gares, dont cinq sont entièrement achevées, tandis que les deux restantes sont en phase finale de réalisation. Lors de cette visite, M. Djellaoui a également inspecté, en compagnie des autorités locales de la wilaya de Bechar, une partie du tracé de la ligne ferroviaire, à bord d'une locomotive spécialement dédiée aux essais techniques, où il a pris connaissance des premiers tests effectués, mardi, afin d'évaluer les performances techniques de la ligne, destinée à la valorisation du gisement de fer de Gara-Djebilet, de transport de voyageurs et de marchandises. Une étape marquante de cette inspection a été la visite des travaux de nivellement du ballast au kilomètre 225, situé dans la wilaya de Bechar, a-t-on souligné. Cette opération vise à optimiser la vitesse des trains sur ce tracé, tout en s'assurant que les corrections nécessaires sont apportées pour garantir la conformité aux normes techniques en vigueur, en vue de l'entrée en exploitation de cette ligne ferroviaire. Le ministre a également visité l'ensemble des installations et annexes de la nouvelle gare de Hamaguir, située à 170 km au sud de Bechar. Les travaux de cette gare et ses aménagements ont été achevés. Dans la wilaya de Beni-Abbes, il s'est rendu, en compagnie des autorités locales, à la gare de Tabelbala (400 km au sud de la wilaya), où il a pris connaissance de l'achèvement, dans des délais records, des travaux de réalisation. Sur place, M. Djellaoui a tenu à féliciter les entreprises engagées dans le projet, ainsi que les ouvriers et les cadres nationaux, pour leurs efforts considérables, qui ont permis la réalisation effective de cette infrastructure ferroviaire, et des autres infrastructures liées à ce mégaprojet ferroviaire.

EL BAYADH

Une commission ministérielle prépare la promotion de la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh au rang de wilaya

Une commission relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a effectué une visite à la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh), afin de s'enquérir des préparatifs en cours pour la promotion de cette collectivité locale au rang de wilaya de plein exercice, a-t-on indiqué dans un communiqué de la circonscription administrative. La même source a souligné que, dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route visant à parachever l'installation des nouvelles wilayas, une commission du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a effectué une visite de terrain à la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh, mardi et mercredi derniers. La délégation a été accueillie par le wali délégué d'El Abiodh Sidi Cheikh, Moudene Abderabi, en présence de cadres de la wilaya d'El Bayadh et de la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh. La visite a porté sur l'inspection des sièges des directions, ainsi que des structures administratives et sécuritaires, en vue d'évaluer leur état technique et fonctionnel. La commission a également examiné les infrastructures nécessitant des opérations d'aménagement ou d'extension, dans le but de proposer et d'inscrire de nouveaux projets susceptibles d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la performance des services publics, a-t-on ajouté.

BLIDA

Le ministre de l'Intérieur supervise la cérémonie de sortie d'une promotion d'agents de police

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a présidé la cérémonie de sortie de la 62e promotion unifiée d'agents de police (promotion du 28 décembre 2024), à l'Ecole d'application de la Sûreté nationale Abdelmadjid-Bouzbid de Soumaâ (Blida). La cérémonie de sortie de la 62e promotion, qui porte le nom du martyr du devoir national "Djeghboub Salah", a été suivie par des membres du gouvernement, des représentants d'organismes nationaux et les familles des diplômés. A cette occasion, le directeur de l'Ecole d'application de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Mohamed Cherif Bouderouache, a précisé que cette promotion comptait 1394 diplômés, dont 1003 étudiants de l'école et 309 étudiants de l'annexe de M'Sila, ainsi que 82 diplômés du Centre d'entraînement de Beni Merad (Blida). M. Bouderouache a ajouté que la promotion diplômée avait suivi une formation de base de 12 mois, comprenant des cours théoriques et pratiques. Cette formation a débuté par une intensification des activités de préparation physique et psychologique, et a également inclus l'enseignement de matières juridiques, soutenu par des activités pratiques au sein de l'école. Il a souligné que ces connaissances avaient été renforcées par une formation pratique sur le terrain, au sein des services opérationnels. Il a précisé que les établissements de formation de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) avaient adopté le modèle de l'approche par compétences pour les programmes et cursus de formation des différentes spécialités policières, dans le cadre de visions et de plans stratégiques visant à développer le système de formation policière. L'objectif est de former des ressources humaines compétentes et qualifiées pour exercer leurs fonctions professionnelles avec un haut niveau de professionnalisme, afin de fournir des services de sécurité de qualité répondant aux attentes des citoyens et des autorités supérieures du pays. Le même responsable a également appelé les agents diplômés à "faire preuve de loyauté et de discipline, à appliquer strictement les lois de la République et à préserver la sécurité du pays". La cérémonie a débuté par l'inspection de la promotion par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, puis par la remise des grades. Les agents diplômés ont ensuite présenté une série de démonstrations témoignant de leur haut niveau de préparation. Des inspectrices de police, étudiantes à l'Ecole de formation des officiers de police "Ahmed Loulou" de Sétif, ainsi qu'un certain nombre d'étudiants agents de police de l'Ecole de police "Mohamed Ouadah" d'Aïn Benian (Alger), ont également participé à l'animation de cette cérémonie. Pour rappel, le martyr du devoir national, dont la promotion des diplômés porte le nom, le commissaire de police Djeghboub Salah, est né en 1942 à Blida. Il a rejoint les rangs de la Sûreté nationale le 10 août 1964 et a gravi les échelons au cours de sa carrière, exerçant dans plusieurs sièges de la sûreté de wilayas, dont celui de la wilaya de Blida en 1988. Le 1er avril 1992, il a été victime d'un lâche attentat terroriste qui a entraîné sa mort en martyr, dans la ville de Sidi Moussa. Conformément aux dispositions du décret exécutif relatif aux victimes du terrorisme, il a été promu au grade de commissaire de police.

TUNISIE

Le ministère du Tourisme renforce la coordination avec le contrôle des dépenses

Lors d'une séance de travail tenue au ministère, le ministre du Tourisme, Sofiane Tekaya , a rencontré le contrôleur des dépenses publiques, Wahbi El Hami.

Les échanges ont porté sur la performance du secteur touristique au cours de l'année 2025, ainsi que sur l'évaluation de la bonne utilisation des ressources humaines, matérielles et financières, dans le cadre de la consécration des principes de bonne gouvernance et du renforcement de la coordination en matière de gestion financière. Selon un communiqué du ministère du Tourisme publié vendredi soir, la réunion a également abordé les préparatifs pour la période à venir, les moyens d'assurer le bon lancement des programmes prévus, ainsi que l'adoption des mesures nécessaires visant à améliorer davantage les performances et à renforcer l'efficacité de la gestion et de la gouvernance. À cette occasion, le contrôleur des dépenses publiques a présenté le rapport annuel de contrôle des dépenses publiques pour l'année 2024. Le ministre du Tourisme a, pour sa part, souligné l'importance des efforts déployés, de la coordination et de la concertation entre les services du ministère et le contrôleur des dépenses publiques, affirmant que son rôle dépasse la seule mission de contrôle pour assumer également une fonction consultative et d'encadrement essentielle, contribuant à une meilleure maîtrise de la gestion financière et au développement des outils de travail.

L'AUDIENCE REPORTÉE AU 13 JANVIER DE L'AFFAIRE DE L'ÉVASION DE LA MORNAGUIA

D'autre part, la chambre criminelle spécialisée dans les affaires de terrorisme près le tribunal de première instance de Tunis a reporté l'examen du dossier relatif à l'évasion de cinq « détenus terroristes classés dangereux » de la prison civile de la Mornaguia au 13 janvier courant, afin d'entendre le reste des accusés, a indiqué ce samedi une source judiciaire à l'Agence Tunis Afrique Presse (TAP).

Les faits remontent à octobre 2023, lorsque cinq détenus classés dangereux se sont évadés de la prison de la Mornaguia, certains étant impliqués dans des crimes terroristes. Il s'agit, selon le ministère de l'Intérieur qui l'avait annoncé à l'époque, de Nader El Ghanmi, Amer El Ballaazi, Ahmed El Melki, surnommé « Al Somali », Raed Touati et Alaaeddine Ghazouani.

Quatre d'entre eux ont été interpellés le 7 novembre 2023, après s'être retranchés au mont Bougarnine (gouvernorat de Ben Arous), tandis que le cinquième fugitif (Al Somali) a été arrêté le 5 novembre dans la région d'Ettadhamen (gouvernorat de l'Ariana). Les prévenus placés en détention dans le cadre de cette affaire ont comparu devant la formation criminelle spécialisée dans les dossiers de terrorisme, dans la salle dédiée aux audiences au sein de la prison civile de la Mornaguia, via le dispositif de procès à distance.

Le tribunal avait examiné le dossier en décembre dernier et décidé de le reporter à ce vendredi 9 janvier, répondant à une demande de la défense, qui avait sollicité un délai supplémentaire afin de préparer les moyens de défense.

La juridiction a également rejeté les demandes de mise en liberté présentées en faveur de plusieurs accusés.

La ministre de la Justice avait, en date du 31 octobre 2023, ordonné de confier à l'Inspection générale du ministère la conduite d'enquêtes administratives approfondies et la détermination des responsabilités. Une équipe de l'Inspection générale s'était ainsi rendue à la prison civile de la Mornaguia.

Les autorités sécuritaires et judiciaires, ainsi que le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme, ont également été saisis.

Le 16 novembre 2023, le juge d'instruction du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme a émis des mandats de dépôt visant neuf agents pénitentiaires de différents grades, arrêtés auparavant dans le cadre du dossier de l'évasion de détenus dangereux de la prison de la Mornaguia (gouvernorat de la Manouba).

LIBYAN AIRLINES

Réussite de la première opération de maintenance lourde d'un Airbus A320

Libyan Airlines a annoncé la réussite de la maintenance lourde d'un Airbus A320, qui a passé avec succès son test en vol et a repris du service opérationnel après que tous les travaux techniques ont été effectués conformément aux normes approuvées.

Dans un communiqué, la société a expliqué que ses ingénieurs et techniciens avaient réalisé pour la première fois en Libye, pour ce type d'appareil, la visite C7, une inspection complexe et exigeante. Il s'agit d'une avancée majeure pour le secteur de l'aviation civile libyen, car ces visites étaient auparavant effectuées à l'étranger pour un coût supérieur à deux millions de dollars américains.

La compagnie a indiqué que cette réussite s'inscrit dans le cadre de son plan de relance, dont l'un des piliers stratégiques est la localisation de la maintenance des aéronefs en Libye. Cette initiative contribuera à réduire les coûts opérationnels, en s'appuyant sur le renforcement de l'expertise nationale et en assurant la pérennité de la flotte aérienne.

MAURITANIE

Vers une réduction des prix des produits de base

La ministre du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Mint Ahmednah, a supervisé dans les locaux du ministère, la signature d'un accord entre le ministère du Commerce et du Tourisme et la Fédération du commerce, visant à réviser les prix des produits de base les plus consommés, en présence du conseiller du Premier ministre, M. Mohamed Abba El Jeylani, et du président de l'Union nationale des employeurs mauritaniens, M. Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la hausse des prix et alléger le coût de la vie des citoyens, conformément aux directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et aux instructions du Premier ministre concernant le suivi attentif de la situation du marché et la garantie de la stabilité des prix.

L'accord a été signé par la secrétaire générale par intérim du ministère du Commerce et du Tourisme, Mme Meyem Dhehbi, et par le président de la Fédération du commerce, M. Mahmoud Riyad. La révision a abouti à un accord sur la stabilisation des prix d'un certain nombre de produits de base.

Les responsables de la réunion ont indiqué que le prix du blé avait été fixé en raison de la stabilité du marché international, tandis que les prix du riz avaient été approuvés sur la base du procès-verbal de la commission ministérielle, présidée par le Premier ministre, chargée du suivi du riz, en date du 31 décembre 2025.

Ils ont également affirmé que la situation du marché et la libre concurrence, associées au plafonnement des prix, permettront aux citoyens de bénéficier de toute concurrence susceptible de réduire les marges, tout en empêchant toute spéculation susceptible de dépasser les plafonds fixés.

Dans son discours à cette occasion, la ministre du Commerce et du Tourisme a souligné que cet accord est l'aboutissement d'une série de réunions fructueuses avec la Fédération du commerce, et reflète le souci des hautes autorités du pays de répondre aux préoccupations des citoyens et de et de rendre moins difficile leur vie quotidienne, soulignant que les services compétents du ministère veilleront à la mise en œuvre effective de l'accord et prendront les mesures nécessaires chaque fois que les circonstances l'exigeront.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence d'un certain nombre de cadres du ministère du Commerce et du Tourisme et de membres de la Fédération du commerce.

TERRITOIRES OCCUPÉS SAHRAOUIS

Les domiciles des militants verrouillés !

L'occupation marocaine poursuit sa répression systématique des militants et des défenseurs des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, en violation flagrante du droit international et des conventions des droits de l'homme. Dans ce contexte, mardi, l'occupation marocaine a imposé un cordon de sécurité autour des domiciles des militants sahraouis Hassna Baba Ahmed Adouihe, membre de l'Association pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines, et Mina Baali, membre du Bureau exécutif de l'instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM) à El Aaiun occupé. Ces pratiques s'inscrivent dans le cadre des répressions contre les militants sahraouis dans les territoires occupés. Le défenseur sahraoui des droits de l'homme Hassna Baba Ahmed Douih a indiqué que le siège « comprenait un déploiement lourd de véhicules appartenant à la police marocaine et aux forces auxiliaires, ainsi que des éléments de sécurité et de renseignement qui entouraient complètement sa maison », notant que « ces mesures répressives visaient à perturber une activité commémorative qui devait rassembler les militants sahraouis ».

La valeur des recettes pétrolières fournies à la banque du 1er au 8 janvier élevée à 155 millions de dollars

La Banque centrale de Libye a révélé que la valeur des recettes pétrolières déposées dans la banque du début du mois de janvier au 8 janvier 2026 s'élevait à seulement 155 millions de dollars, tandis que le total des ventes de devises étrangères au cours de la même période dépassait 1 milliard de dollars.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, jeudi, la banque a expliqué que, dans le cadre de ses responsabilités, elle fournit des devises étrangères pour répondre aux besoins du marché libyen, dans le but d'assurer la stabilité financière du pays et de garantir la disponibilité des produits de première nécessité sur les marchés avant le début du mois sacré du Ramadan, contribuant ainsi à satisfaire les besoins des citoyens et à soutenir la stabilité de l'activité économique.

Situation socio- économique de la Libye et déstabilisation face aux interférences étrangères

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974 – Abderrahmane Mebtoul

La Libye au sein d'une région instable , avec les interférences étrangères est confrontée à des défis économiques politiques et militaires persistants impactant sa sécurité et son développement où l'économie libyenne est très dépendante du secteur pétrolier et gazier

1.- Situation socio-économique de la Libye

La Libye s'étend sur 1 759 540 km2 , ce qui la place au quatrième rang africain et au dix-huitième rang mondial. plus de 90 % de son territoire couvert par le Sahara La Libye a des frontières terrestres totalisant environ 4 383 km avec six pays africains : l'Égypte (1 150 km), le Tchad (1 055 km), l'Algérie (982 km), la Tunisie (459 km), le Soudan (383 km) et le Niger (354 km). Le total des frontières terrestres est d'environ 4 383 km et le Littoral méditerranéen près de 1 770 km. La nappe albienne, ou Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS), est une immense réserve d'eau souterraine partagée par l'Algérie (70%), la Libye (20%) et la Tunisie (10%), La population de la Libye est estimée à environ 7,4 à 7,5 millions d'habitants en 2025, avec des chiffres spécifiques variant légèrement selon les sources (par exemple 7 381 023 en 2024 selon la Banque Mondiale, La densité est faible, d'environ 4 habitants/km², et une grande partie vit en zone urbaine (82% en 2024). La Libye, proche de l'Europe qui pourrait donc bouleverser la carte énergétique de la région, possède la plus grande réserves de pétrole en Afrique environ 48 milliards de barils (pétrole et plus de 1500 milliards de mètres cubes gazeux exploitées à peine 2% s'étant concentré sur le pétrole/ (pétrole léger équivalant à celui de l'Algérie) ,également d'importantes réserves de fer, estimées à plusieurs milliards de tonnes métriques dans le Sahara libyen, notamment dans le Fezzan (Wadi ash-Shati) près de Sabha, la faisant une potentielle puissance minière en Afrique ainsi que des gisements d'or (troisième plus grandes réserves d'Afrique), et un grand potentiel en énergies renouvelables (solaire et éolien), sans oublier les atouts touristiques liés à ses paysages et sites archéologiques. Les objectifs sont mis sur l'augmentation de la production, visant 1,8 à 2 millions de barils par jour (Mb/j) d'ici quelques années, avec des objectifs de production autour de 1,4 à 1,6 Mb/j 2025, grâce à de nouveaux blocs et une reprise post-conflit .Les réserves d'hydrocarbures en Libye sont techniquement contrôlées par la compagnie pétrolière nationale NOC ; cependant, le contrôle réel est fragmenté et disputé entre le gouvernement de Tripoli (GNU), les factions de l'Est (sous l'influence de Khalifa Haftar), et des milices armées, ce qui entraîne des blocages de production et des négociations complexes, avec des appels d'offres récents pour des licences d'exploration ouvrant la voie à des investissements étrangers, dont les découvertes récentes (novembre 2025) dans les bassins de Ghadamès et Syrte confirment le potentiel et attribution: de nouveaux blocs pétroliers et gaziers prévue début 2026. Le maréchal Khalifa Haftar et son Armée Nationale Libyenne (ANL) contrôlent une grande partie des principaux champs et terminaux pétroliers libyens, surtout dans l'Est et le Sud, ce qui lui confère un levier de pression majeur sur le gouvernement de Tripoli et l'économie nationale, malgré des tensions persistantes et des blocus temporaires de production qui affectent les revenus, essentiels à la stabilité du pays.

En 2025, la Libye renforce sa stratégie d'attraction des investissements étrangers dans les hydrocarbures, avec la National Oil Corporation (NOC) préparant de nouveaux appels d'offres pour des blocs d'exploration (maritimes et terrestres) en 2026, suscitant un fort intérêt des entreprises américaines, européennes (Eni, BP, Shell) et autres, dans le but d'atteindre une production de 1,6 à 2 millions de barils/jour, l'italien Eni restant historiquement le leader étranger en Libye, TotalEnergies arrivant en deuxième position Prévu du 24 au 26 janvier 2026 à Tripoli, le prochain Sommet sur l'énergie et l'économie en Libye accueillera une table ronde dédiée aux Etats-Unis et à la Libye ainsi qu'un pavillon américain complet, organisé par l'AmCham (Chambre de commerce américaine), mettant en avant le retour stratégique des entreprises américaines en Libye et leur rôle croissant dans la transformation énergétique du pays », souligne EPC dans son document pour illustrer la forte mobilisation de Washington pour se repositionner de manière active sur le marché énergétique du pays maghrébin.

En 2026 l'on, devrait assister « à un regain d'intérêt des Etats-Unis, alors Chevron en 2025, ayant participé à la ronde d'offres et ayant manifesté leur intérêt pour les 22 blocs (11 onshore, 11 offshore) proposés par la Libye visant à explorer de nouveaux blocs en offshore et onshore pour accroître la production et partager son expertise technologique, signalant un retour significatif des majors américaines dans le pays. Cependant entre 2024/2025 ,l'italien Eni reste historiquement le leader étranger en Libye, TotalEnergies arrive en deuxième position. La structure des échanges entre la Libye et le reste du monde est la suivante entre 2024/2025 pour les exportations en % du total :Europe 71%- Royaume-Uni 5%- États-Unis d'Amérique 5% -Thaïlande 4% - Chine 3%. Pour les importations , nous avons pour les biens : Europe 37%- Chine 22% Turquie 18%- Chypre 4%- Corée du Sud 3% . Le PIB de la Libye en 2025 est projeté autour de 48 à 51 milliards USD, avec une forte croissance attendue grâce au pétrole, variant entre 12,3 % et 17,3 %, selon les sources (FMI, BM, Trading Economics), En 2025, avec une situation budgétaire très incertaine, la Libye a fait face à d'importants "déficits jumeaux", budgétaire et de balance des paiements courants, principalement dus à la forte dépendance aux hydrocarbures et aux dépenses publiques élevées, malgré des projections optimistes de croissance tirées par le pétrole, avec des chiffres récents montrent un déficit de change de 5,2 milliards de dollars sur les 7 premiers mois 2025. Les prévisions pour 2025, notamment de la BAD, anticipent un renversement, avec un excédent de la balance courante (jusqu'à 22,3 % du PIB), grâce à la reprise de la production pétrolière, même si des sources du Trésor français évoquent des défis liés aux dépenses budgétaires persistants.

Le PIB par habitant (nominal), environ 6 866 dollars (selon FMI via Worldometer) où les hydrocarbures représentent environ 60 % du PIB, 90% des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations (2024) Le taux de chômage en Libye était d'environ 18,6 % en décembre 2024 et devrait se situer autour de 18,5 % d'ici fin 2025, selon Trading Economics.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Pour la cotation , de la monnaie libyenne fin 2025 nous avons en moyenne :1 Euro égal 6,38 Dinar libyen et 1 USD, 5,42 LYD Bien que les subventions sur les produits de première nécessité , le carburant et l'électricité contribuent grandement à contenir l'inflation, et du poids de l'informel , elle reste largement sous-estimée, malgré le renouvellement, début 2025, de la méthode de calcul employée. l'inflation est essentiellement portée par le prix des produits alimentaires. En 2024 et 2025, l'inflation en Libye devrait rester modérée, se situant autour de 2,1 % à 2,8 % en 2024 et 2,3 % à 2,6 % en 2025, grâce à la stabilité des prix mondiaux des matières premières, notamment alimentaires, et aux subventions gouvernementales. une certaine stabilité économique malgré un environnement politique fragile. Fin 2024-début 2025, les réserves de change de la Libye étaient substantielles, atteignant environ 98,8 milliards de dollars fin septembre 2025, incluant l'or selon la Banque Centrale de Libye, incluant des avoirs importants en or (plus de 18 milliards de dollars). La Libye dispose également d'un important montant de fonds souverains gérés principalement par la Libyan Investment Authority (LIA), créée en 2006 pour investir les revenus pétroliers, estimés à 67-68 milliards de dollars selon le rapport d'audit de 2023, mais dont la majorité des avoirs sont gelés depuis 2011 par les sanctions des Nations Unies . La justice belge a levé le 22 janvier 2026, la saisie pénale de 14,6 milliards de dollars d'actif logée chez Euroclear Bank, une société internationale de dépôt et de règlement/livraison pour les obligations selon le Premier ministre libyen,

2.- Les interférences étrangères facteur de déstabilisation de la Libye

La Libye est une société tribale complexe avec des groupes arabes et berbères, dominée par des puissantes confédérations tribales comme les Warfalla (la plus grande), les Toubous (sud), les Infusen (Berbères) et des groupes comme les Touaregs, jouant un rôle clé dans les conflits et la gouvernance post-Kadhafi. Il existe de nombreuses autres tribus et clans, souvent regroupés dans des confédérations, qui constituent la structure sociale de la Libye. qui contrôlent de vastes territoires, surtout dans le sud,Les structures tribales ont toujours influencé le pouvoir, de la période coloniale à l'ère Kadhafi, et continuent de jouer un rôle crucial dans la gouvernance actuelle de la Libye en fournissant des réseaux de solidarité, de sécurité et de justice, mais peuvent aussi être une source de division et de conflits, surtout dans le contexte politique actuel. Rappelons qu' après la révolution de 2011, mettant fin à 41 années de règne de Kadhafi, la guerre civile (2014-2020) a abouti à la division est-ouest du pays. Le Gouvernement d'unité nationale (GUN) administre le nord-ouest. Basé à Tripoli et jouissant de la reconnaissance internationale, il est dirigé par le Premier ministre Abdelhamid Dbibegh, le Haut Conseil d'État

(chambre haute) et le Conseil présidentiel. Le GUN a reçu pour mandat de l'ONU de conduire la Libye à des élections présidentielles et législatives initialement prévues en décembre 2021. Le report sine die de ces élections s'est soldé par la création du Gouvernement de stabilité nationale (GSN), basé à Syrte et Benghazi, contrôlant les trois quarts du pays (est et sud), comprenant l'essentiel des installations pétrolières et gazières. Il est dirigé par le Premier ministre Oussama Hammad et soutenu par la Chambre des représentants (chambre basse), ainsi que par l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le maréchal Haftar. Les deux administrations sont soutenues par diverses milices – incluant des mercenaires étrangers, dont Africa Corp (ex Wagner) à l'est – ou corps militaires, dont l'ANL (Armée Nationale Libyenne) du maréchal Haftar, considéré comme le véritable dirigeant de l'est du pays..Aussi, actuellement existe non une Libye mais deux Libye largement influencée par des puissances étrangères qui explique sa déstabilisation avec la prolifération des milices affaiblissant l'autorité centrale et le renforcement des groupes armés locaux qui a pour effet l'instabilité persistante , le risque terroriste et des tensions régionales et malgré les différentes résolutions de l'Onu qui également pour d'autres conflits est impuissante à appliquer ses propres résolutions du fait que les ingérences des puissances étrangères empêchent une paix durable. Les factions libyennes s'allient avec des protecteurs étrangers, transférant les rivalités géopolitiques sur le sol libyen, le but étant le contrôle des ressources pétrolières et gazières, ainsi que des routes migratoires.

Les principaux soutiens du maréchal Haftar sont les Emiraties (EAU) , l'Egypte , la Russie qui lui fournissent un soutien aérien et matériel militaire , malgré des intérêts parfois divergents. La France maintient des liens discrets bien qu'elle soutienne officiellement les Nations Unies pour une solution politique. Bien qu'ils aient des contacts avec le GNA à Tripoli, les USA ont également des contacts avec Haftar et soutenant une solution politique via l'ONU et l'Ukraine est mentionnée comme ayant des "amis haut placés" avec Haftar Quant à l'Italie, ancienne puissance coloniale, avec des intérêts énergétiques (gaz/pétrole) et sécuritaires (migrants), soutient différents aspects ou factions du processus. L'Arabie Saoudite apporte également son soutien, partageant une opposition aux Frères musulmans, soutenus par la Turquie. Pour les soutiens du Gouvernement de Tripoli (GNU), nous avons le Qatar. via les Frères musulmans . L'Algérie qui dénonce les interventions étrangères, soutient une solution dans le cadre des Nations Unies qui reconnaît le gouvernement de Tripoli. Reste que la position ambigüe de la Turquie qui a fait un revirement à 180 degrés , cherchant à sécuriser ses intérêts géopolitiques et économiques en Méditerranée orientale. Car depuis le soutien du gouvernement Tripoli, Ankara a multiplié depuis 2023 les contacts avec les autorités dissidentes de Benghazi, pourtant alliées de la Russie, de l'Egypte et des Emirats arabes unis. Après avoir joué le protecteur de la Tripolitaine, Ankara s'ouvre vers l'autorité parallèle de la Cyrénaïque du maréchal Haftar dans l'espoir d'asseoir ses ambitions maritimes en Méditerranée orientale. . Un rapprochement déjà bien entamé depuis le début de cette année 2025 qui s'accélère avec les visites de Saddam Haftar, vice-commandant général de l'Armée nationale libyenne (ANL) qui a effectué plusieurs déplacements à Ankara

3. Quelles perspectives pour la Libye ?

La partition politique libyenne s'inscrit dans un jeu d'alliances régionales et sur la totalité des recettes en devises issues des exportations de brut, elle devrait pouvoir mieux gérer les réserves de change, renforcer la transparence budgétaire, et limiter les captations de rentes par les milices. Les revenus de l'entreprise pétrolière nationale (NOC) devraient aussi sensiblement profiter de la suppression de ce dispositif. Le Groupe de la Banque africaine de développement a publié, le 5 décembre 2025 , son Rapport pays 2025 pour la Libye, intitulé « Tirer le meilleur parti du capital de la Libye pour favoriser son développement où l'économie libyenne s'est contractée de 0,4 % en 2024, mais devrait rebondir fortement, avec une croissance projetée de 12,4 % en 2025 avant de retomber à 4 % en 2026, soutenue principalement par l'amélioration de la production pétrolière. Malgré des défis persistants, la Banque souligne que le potentiel de développement de la Libye est considérable, fondé sur ses besoins de reconstruction, ses importantes ressources naturelles et les opportunités de diversification économique. La Banque estime également que la transformation économique de la Libye nécessitera à court terme 111 milliards de dollars pour sa reconstruction et des investissements annuels d'environ 6,9 milliards de dollars d'ici 2063, à mesure que les réformes structurelles seront mises en œuvre. Toutefois, souligne la Banque, les progrès demeurent limités par une forte dépendance aux recettes pétrolières, un système fiscal restreint et un sous-investissement dans les secteurs stratégiques. Le système financier reste peu profond, ce qui limite les flux de capitaux nécessaires à la croissance et à la diversification, tandis que le secteur privé opère en deçà de son potentiel, freiné par un niveau élevé d'informalité et par des contraintes réglementaires. Relever ces défis structurels et prioriser la diversification économique est essentiel pour restaurer la stabilité et assurer une prospérité durable. Pour sa part ,la directrice générale adjointe pour l'Afrique du Nord et responsable pays du Groupe de la Banque pour la Libye, a réaffirmé l'engagement de la Banque à soutenir l'agenda de développement du pays et préconise une stratégie de réformes progressive, articulée autour de trois étapes clés. Dans l'immédiat, l'objectif est d'optimiser la gestion des ressources et de renforcer la transparence. À moyen terme, le rapport préconise de donner la priorité à la diversification économique et à une implication accrue du secteur privé. À long terme, il s'agira de consolider une économie résiliente et diversifiée en élargissant les sources de revenus, en modernisant les politiques fiscales et en renforçant les cadres institutionnels et juridiques. Cependant , il Il faut être réaliste au moment où ce sont les rapports de force qui modèlent le nouvel ordre mondial et non le respect du droit international prôné par l' ONU devenue impuissante à agir sur les évènements, l'amélioration de la situation économique, politique et sécuritaire de la Libye stratégique pour la stabilité de la région méditerranéenne et sahélienne , pour son développement et la sécurité de la région, tout dépendra certes des libyens mais également de l'attitudes des différents acteurs étrangers. Il ne pourra pas y avoir de développement sans la réunification des deux fractions qui gouvernent actuellement la Lybie qui côtoie plusieurs pays instables : le Soudan (383 km) qui connait une misère inégalée avec la guerre fratricide alimentée comme pour la Libye par des interférences étrangères, les tensions au Tchad, (1055 km de frontières) où la guerre au Soudan a plongé l'est du Tchad dans une grave crise humanitaire, avec des conflits intercommunautaires (agriculteurs/éleveurs) dans le sud et des menaces terroristes (région du Lac) et le Niger (354 km), confronté à la montée du terrorisme et la diversité des acteurs animant les groupes terroristes au Sahel.

En conclusion, sous réserves de la stabilité politique et de profondes réformes, la Libye avec ses richesses et une population relativement faible, peut devenir une grande puissance économiques , le Koweït l'Afrique du Nord.

LA PATRIE NEWS

Guerre des taxes douanières : Pékin terrasse Washington…

Le fait central est chiffré et indiscutable. En 2025, la Chine, longtemps hégémonique en Afrique, a vu son monopole symbolique contesté par un acteur inattendu : le Qatar, qui a injecté à lui seul 58,5 milliards de dollars sur le continent en une seule année.

Un signal fort, perçu à Pékin comme une alerte stratégique. La réponse chinoise ne s'est pas fait attendre : Wang Yi, chef de la diplomatie et émissaire de confiance de Xi Jinping, a été renvoyé sur le terrain africain pour reprendre la main.

Pendant que les États-Unis s'enferment dans une diplomatie de sanctions, de menaces et de guerres périphériques, la Chine revient à ce qui a fait sa force depuis deux décennies : une diplomatie économique méthodique, décomplexée, sans discours moralisateur ni posture idéologique. L'Afrique reste l'un des socles structurants de la politique étrangère de Xi Jinping, et Wang Yi a tenu à le rappeler d'Addis-Abeba, au siège de l'Union africaine, comme pour signifier que Pékin parle d'égal à égal avec le continent, et non depuis une capitale occidentale.

Le premier levier est commercial et il est massif. La Chine s'engage désormais à appliquer zéro droit de douane sur 100 % des produits africains. C'est une rupture assumée avec un modèle longtemps critiqué pour ses échanges déséquilibrés, où l'Afrique exportait peu et importait trop. Pékin ouvre son marché intérieur, le plus vaste du monde, offrant aux pays africains un accès inédit pour leurs productions agricoles, minières et manufacturières. Ce virage n'est pas improvisé : amorcé par Xi Jinping dès 2022, il a été renforcé en 2023 et devient aujourd'hui un pilier officiel de la stratégie chinoise.

Le second axe est social et culturel. La Chine ne se contente plus d'infrastructures et de chiffres, elle veut s'ancrer durablement dans les sociétés africaines. Programmes éducatifs, échanges universitaires, partenariats culturels permanents : l'objectif est clair, structurer des liens humains profonds, arrimer les jeunesses africaines à l'écosystème chinois et transformer la coopération économique en relation de long terme.

Le troisième pilier est politique. Pékin propose des plateformes de coopération sur la gouvernance, où cadres africains et chinois élaborent ensemble des modèles de développement, des outils de gestion publique et des visions de l'État adaptées aux réalités locales. Sans leçons, sans conditionnalités démocratiques, sans ingérence affichée. À cela s'ajoutent des priorités géostratégiques ciblées : la Somalie pour la sécurité maritime et les routes commerciales, la Tanzanie pour les corridors miniers, le Lesotho comme vitrine d'ouverture envers les pays les plus fragiles économiquement.

La Chine ne joue pas à court terme. Elle occupe le terrain, tous les terrains, et sur tous les registres. Commerce, influence sociale, gouvernance, sécurité, infrastructures : l'approche est globale, cohérente, patiente. Face à cette stratégie d'envergure, aucune autre puissance ne propose aujourd'hui une alternative aussi structurée. L'Afrique l'a compris, et Pékin entend bien rappeler qu'elle reste, malgré les nouveaux entrants, l'acteur central du jeu.

HORIZONS

Chambres froides: Le dispositif de financement sans intérêts lancé

Le dispositif de financement sans intérêts des chambres froides vient d'être lancé officiellement au profit des agriculteurs via les banques publiques en Algérie.

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche vient de lancer officiellement son nouveau dispositif de financement bancaire destiné à appuyer les agriculteurs souhaitant investir dans des chambres froides. Présenté comme un levier concret de modernisation des filières, ce programme, préparé depuis plusieurs mois déjà, vise à renforcer les capacités algériennes de stockage sous froid, à réduire les pertes après récolte et mais surtout à améliorer l'organisation de l'offre sur les marchés.

DES PRÊTS POUVANT ATTEINDRE UN PLAFOND DE 150 MILLIONS DA

Dans le détail, le mécanisme repose sur l'octroi de prêts bancaires pouvant atteindre un plafond de 150 millions DA, orientés vers la réalisation de chambres de refroidissement ou d'entrepôts frigorifiques. Les capacités envisagées vont de 300 à 5.000 m³, avec un dimensionnement censé s'adapter à la nature de l'activité et aux capacités de production de chaque investisseur disposant d'un produit stockable. L'objectif affiché est d'encourager des projets utiles, calibrés et rapidement opérationnels, notamment dans les filières où la conservation est déterminante pour la valeur marchande du produit comme les pommes de terre et les oignons, les légumes sensibles et les fruits très périssables. Le financement annoncé se distingue également par ses conditions. Il s'agit de crédits sans intérêts, remboursables sur une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans, avec une exonération du remboursement durant les 5 premières années, afin d'encourager les porteurs de projets et de leur laisser le temps de rentabiliser l'investissement. Dans une logique de déploiement national, le dispositif sera pris en charge par plusieurs banques publiques actives dans le secteur, parmi lesquelles la BEA, la BDL, la BADR, la CNEP Banque, le CPA et la BNA, mobilisées pour financer ces infrastructures de stockage.

En fait, l'intérêt des chambres froides dépasse largement la simple mise à l'abri de la production. Pour de nombreux agriculteurs, la contrainte majeure intervient au moment de la récolte, lors de l'afflux simultané de volumes périssables sur le marché qui impose souvent une vente rapide, parfois à des prix défavorables, faute de solutions de conservation.

En permettant d'étaler la commercialisation, le stockage frigorifique aide à mieux négocier, à cibler les périodes de demande plus forte et à préserver la qualité, facteur déterminant pour l'accès aux circuits structurés et aux débouchés plus rémunérateurs. Il s'agit aussi d'un outil qui renforce la visibilité de l'exploitant sur ses flux, sécurise ses engagements vis-à-vis des collecteurs et peut faciliter la planification des cultures d'une saison à l'autre.

STABILISER LES PRIX ET LIMITER LES PRATIQUES SPÉCULATIVES

Sur le plan sectoriel, l'enjeu est tout aussi stratégique. Le manque d'infrastructures de conservation est souvent cité comme l'un des maillons faibles de l'agriculture, car il alimente les pertes post-récolte et accentue l'irrégularité de l'approvisionnement. À certaines périodes, l'abondance provoque une chute des prix, puis, quelques semaines plus tard, l'insuffisance de l'offre contribue à la tension sur les marchés. En augmentant le stockage sous froid, les pouvoirs publics cherchent à lisser ces à-coups, à stabiliser les prix et à limiter particulièrement les pratiques spéculatives qui se greffent sur les pénuries. Dans cette perspective, chaque chambre froide installée près des bassins de production constitue un maillon supplémentaire pour mieux réguler la circulation des produits, réduire le gaspillage et renforcer la sécurité alimentaire. Au-delà des effets immédiats, ce dispositif vient compléter les actions déjà lancées pour renforcer l'investissement agricole et moderniser l'outil de production. En facilitant l'accès au crédit pour des infrastructures utiles et durables, l'État entend stimuler l'initiative et encourager l'émergence de pôles de stockage au plus près des exploitations, tout en améliorant la performance des chaînes de valeur, du champ jusqu'au consommateur. Pour les agriculteurs, l'enjeu est celui de transformer la contrainte de la périssabilité en opportunité économique, en gagnant du temps, de la qualité et une meilleure maîtrise de la mise en marché.

RUSSIA TODAY

Le développement rapide de l'IA pourrait entraîner une hausse des prix des smartphones et des ordinateurs

La course mondiale à l'intelligence artificielle pourrait bouleverser l'industrie électronique. En mobilisant d'énormes volumes de puces mémoire pour les centres de données, elle raréfie les composants destinés aux smartphones et aux PC, faisant planer la menace d'une hausse durable des prix pour les consommateurs. Les consommateurs pourraient bientôt payer plus cher leurs smartphones et leurs ordinateurs, rapporte le Financial Times (FT). La raison n'est pas liée à une innovation spectaculaire, mais à une contrainte industrielle majeure : le manque de puces mémoire provoqué par l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle. Depuis un an, la construction de centres de données dédiés à l'IA s'accélère à un rythme inédit. Quelques grandes entreprises technologiques investissent des milliards pour déployer des infrastructures capables de faire fonctionner des modèles toujours plus complexes. Ces installations nécessitent des volumes massifs de mémoire très avancée, en particulier la mémoire à large bande passante. Cette demande absorbe une part croissante de la production mondiale. Les fabricants de puces mémoire, concentrés autour de quelques acteurs majeurs, privilégient désormais ces composants destinés aux centres de données, au détriment des mémoires utilisées dans les smartphones, les ordinateurs portables et autres produits grand public. Lors du Consumer Electronics Show à Las Vegas, plusieurs dirigeants du secteur ont reconnu l'ampleur du phénomène. Certains ont décrit une situation plus tendue que tout ce qu'ils avaient connu depuis des décennies. Pour les industriels, l'impact sur les produits destinés au grand public est désormais inévitable. Cette pression sur l'offre entraîne mécaniquement une hausse des coûts. Depuis la fin de l'année dernière, le prix des puces mémoire augmente rapidement. De nombreux fabricants n'ont d'autre choix que de répercuter ces hausses sur leurs produits, ce qui devrait se traduire par des augmentations sensibles des prix au cours des prochains mois. Les smartphones Android et les PC sous Windows pourraient être les plus touchés. Une baisse des ventes est même envisagée si la situation se prolonge. Toujours selon le FT, certaines entreprises comme Apple et Samsung sont toutefois mieux armées que d'autres parce qu'elles ont sécurisé leurs approvisionnements sur le long terme. Cette évolution intervient dans un contexte déjà tendu pour les consommateurs, notamment aux États-Unis, où inflation, tarifs douaniers et incertitudes sur l'emploi pèsent sur le pouvoir d'achat. La montée en puissance de l'IA, présentée comme une révolution technologique, redessine ainsi l'économie des produits électroniques du quotidien.

SOUDAN

L'armée affirme avoir infligé de lourdes pertes aux FSR au Darfour et au Kordofan

L'armée soudanaise a annoncé vendredi avoir infligé de lourdes pertes aux Forces de soutien rapide (FSR) lors d'une série d'opérations aériennes et terrestres menées la semaine dernière dans les régions du Darfour et du Kordofan.

Dans un communiqué, l'armée a indiqué que ses forces avaient frappé des positions des FSR, détruisant environ 240 véhicules de combat et tuant des centaines de combattants. Les opérations ont également visé ce que l'armée a décrit comme des installations logistiques et opérationnelles des FSR, incluant des sites liés aux drones, des entrepôts et des emplacements à l'aéroport de Nyala, dans le Sud-Darfour. Selon l'armée, les forces terrestres ont réussi à repousser les combattants des FSR de larges zones du Darfour et du Kordofan, et les opérations se poursuivent pour traquer les éléments restants. Les Forces de soutien rapide n'ont pas immédiatement commenté la déclaration de l'armée. Les combats se sont intensifiés ces dernières semaines dans les trois États du Kordofan – Nord, Ouest et Sud – où les affrontements ont forcé des dizaines de milliers de civils à fuir. Sur les 18 États du Soudan, les FSR contrôlent les cinq États de la région du Darfour à l'ouest, à l'exception de certaines parties du Nord-Darfour encore sous contrôle de l'armée. L'armée, quant à elle, détient la majorité des territoires des 13 autres États du sud, du nord, de l'est et du centre, y compris la capitale Khartoum. La crise humanitaire au Soudan s'est aggravée depuis le déclenchement de la guerre entre l'armée et les FSR en avril 2023, suite à un différend sur l'unification de l'appareil militaire, conflit ayant fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés.

UN ACCORD MILITAIRE EN NÉGOCIATION POUR DES AVIONS DE COMBAT PAKISTANAIS

Par ailleurs, le Pakistan est sur le point de conclure un accord militaire estimé à 1,5 milliard de dollars avec le Soudan pour la fourniture d'avions de combat légers, de drones et de systèmes de défense aérienne. Une transaction majeure qui pourrait renforcer l'armée soudanaise contre les RSF, sur fond d'incertitudes quant au financement de l'opération. Selon Reuters, citant plusieurs sources proches du dossier le 9 janvier, Islamabad est entré dans la phase finale de négociation d'un vaste contrat d'armement avec Khartoum. L'accord porterait notamment sur la fourniture de dix avions d'attaque légère Karakoram-8, de plus de 200 drones, destinés à des missions de reconnaissance et d'attaques kamikazes, ainsi que de systèmes de défense aérienne avancés. Le contrat inclurait également des avions d'entraînement Super Mushshak et pourrait s'étendre, selon certaines sources, à des chasseurs JF-17, développés conjointement par le Pakistan et la Chine. Aucun calendrier de livraison ni volume précis n'a toutefois été communiqué à ce stade. Ni le ministère pakistanais de la Défense ni l'armée soudanaise n'ont officiellement commenté ces informations. De son côté, Khartoum accuse les RSF d'être soutenues militairement par les Émirats arabes unis, ce que ces derniers ont toujours démenti. Un financement incertain, sur fond de rivalités régionales Si le contenu de l'accord se précise, son financement demeure flou. Selon un ancien haut responsable de l'armée de l'air pakistanaise, l'Arabie saoudite pourrait jouer un rôle indirect, soit comme facilitateur, soit comme soutien financier potentiel. D'autres sources évoquent un rôle de médiation de Riyad, sans confirmation d'un financement effectif. Cette hypothèse s'inscrit dans un contexte plus large de discussions entre Islamabad et Riyad autour d'un accord de défense bilatéral estimé entre 2 et 4 milliards de dollars. Les livraisons d'armes au Soudan pourraient, selon certaines analyses, être intégrées à ce cadre, sans que cela n'ait été officiellement confirmé.

21 MILLIONS DE PERSONNES CONFRONTÉES À LA FAIM ALERTE LE PAM

D'autre part, le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis en garde contre l'aggravation de la crise de la faim au Soudan, indiquant que plus de 21 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, 1.000 jours après le déclenchement du conflit, ont rapporté des sources médiatiques. Dans un rapport, le PAM a indiqué fournir une aide humanitaire à près de 4 millions de personnes par mois, soulignant toutefois un besoin urgent de financements et de l'établissement de couloirs sûrs afin de garantir l'acheminement de l'aide. L'agence onusienne a averti que la crise alimentaire devrait s'aggraver à partir du mois de février prochain en raison de l'épuisement des stocks alimentaires et de la poursuite des hostilités, appelant à la fin des combats et à l'accélération de la facilitation de l'accès humanitaire. Selon les mêmes sources, environ 21,2 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, tandis que la situation s'est particulièrement détériorée dans les régions occidentales du pays en raison du conflit et des restrictions imposées à l'aide humanitaire. Le conflit en cours depuis avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) a provoqué l'une des pires crises humanitaires au monde, faisant des dizaines de milliers de morts et entraînant le déplacement d'environ 13 millions de personnes.

UKRAINE

Londres débloque 200 millions de livres pour préparer un éventuel déploiement

Le ministre britannique de la Défense, John Healey, a annoncé que le Royaume-Uni a consacré 200 millions de livres sterling pour financer les préparatifs d'un éventuel déploiement d'une force multinationale en Ukraine après la fin du conflit. En visite à Kiev, John Healey a précisé que « le gouvernement britannique a alloué 200 millions de livres sterling (268 millions de dollars) en prévision d'un possible déploiement de troupes britanniques en Ukraine après un cessez-le-feu ». Il a ajouté que « ces fonds seront utilisés pour moderniser les véhicules et les systèmes de communication, introduire de nouvelles capacités de lutte contre les drones, et fournir des équipements supplémentaires de protection du personnel, afin de garantir la disponibilité des forces pour un déploiement si nécessaire». Le ministère britannique de la Défense a, de son côté, affirmé que « ces fonds sont prélevés sur le budget principal du ministère » et que ce financement vise à montrer que Londres entend « diriger une force multinationale en soutien à l'Ukraine ».

Trump propose 100 000 dollars par personne aux habitants du Groenland de se séparer du Danemark

Dans le cadre de ses ambitions sur l'Arctique, l'administration Trump explore un projet inédit : offrir d'importantes sommes d'argent aux habitants du Groenland pour les convaincre de rompre avec le Danemark. Washington envisagerait de verser jusqu'à 100 000 dollars par personne afin de favoriser un vote en faveur de la séparation. L'administration Trump étudie un projet inédit : offrir d'importantes sommes d'argent aux habitants du Groenland afin de les convaincre de quitter le giron danois et, potentiellement, de rejoindre les États-Unis. Cette information, révélée par Reuters le 8 janvier, repose sur les témoignages de quatre sources proches des discussions en cours. D'après deux de ces sources, les montants évoqués iraient de 10 000 à 100 000 dollars par personne. Le plan, encore en phase exploratoire, impliquerait des versements uniques à l'ensemble des 57 000 habitants de l'île. Des responsables américains, y compris des conseillers de la Maison Blanche, participeraient activement à ces réflexions. Cette initiative viserait à contourner l'opposition ferme du Danemark et des responsables politiques groenlandais. L'idée de verser directement de l'argent à la population locale illustre la manière dont Washington envisagerait d'« acheter » l'île — malgré les déclarations répétées de Copenhague affirmant que le Groenland « n'est pas à vendre ». Une méthode directe, mais largement rejetée sur place ce projet de paiements massifs s'inscrit dans une stratégie plus large de l'administration Trump visant à renforcer son emprise dans l'Arctique. Le président américain a réaffirmé le 4 janvier que « les États-Unis ont besoin du Groenland pour des raisons de sécurité nationale », dans un contexte de regain de confiance après l'opération militaire américaine au Venezuela, selon Reuters. L'hypothèse d'un référendum d'indépendance est également évoquée. Dans cette perspective, des responsables américains ont avancé l'idée d'un accord de libre association (COFA), sur le modèle de ceux conclus avec certains États insulaires du Pacifique. Un tel accord permettrait à Washington d'assurer la défense et certains services publics de l'île, tout en y renforçant sa présence stratégique. Mais sur place, les réactions sont vives. Le maire de Nuuk, Aavaataraq Olsen, a dénoncé une approche « qui traite les Groenlandais comme des marchandises ». Le Premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, a publié sur Facebook un message sans équivoque : « Assez, c'est assez… plus de fantasmes d'annexion ». Le 7 janvier, l'épouse d'un haut conseiller de Trump a diffusé sur les réseaux sociaux une image du Groenland aux couleurs du drapeau américain, accompagnée du mot : « Bientôt ». Vives tensions diplomatiques autour de l'île arctique Face à ces ambitions affichées, plusieurs capitales européennes ont réagi.

CROIX-ROUGE ALLEMANDE

La situation des approvisionnements à Ghaza "ne cesse de s'aggraver"

La Croix-Rouge allemande a déclaré que la situation des approvisionnements dans la bande de Ghaza est "catastrophique" et "ne cesse de s'aggraver" pendant l'hiver.

Le chef de la Croix-Rouge allemande, Hermann Grohe, a déclaré vendredi au journal allemand Rheinische Post : "Les mois d'hiver, combinés à la pénurie des approvisionnements, sont particulièrement effroyables pour les enfants, les blessés et les personnes âgées".

Grohe a évoqué une grave pénurie d'approvisionnements, déclarant : "Il manque toujours de tout: une alimentation suffisante, le matériel médical, les médicaments, l'électricité et l'eau".

Cet ancien ministre allemand de la Santé a ajouté que les quantités d'aide humanitaire parvenant à la bande de Ghaza restent insuffisantes, car le nombre requis de 600 camions par jour n'est toujours pas atteint .

Selon Médecins Sans Frontières (MSF), l'insuffisance des soins médicaux dans la bande de Ghaza "représente un problème majeur". Le directeur exécutif de l'organisation, Christian Katz, a déclaré au journal que "de nombreux Palestiniens meurent de maladies qui auraient pu être soignées".

L'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu en octobre dernier à Ghaza, après plus de deux ans d'agression sioniste, n'a pas permis une véritable amélioration sur le terrain, et l'entrée de fournitures médicales, de carburant et d'aide humanitaire reste très fortement limitée, notamment après les nouvelles mesures sionistes visant à restreindre l'accès aux aides médicales et humanitaires essentielles à la population de l'enclave.

Par ailleurs, les corps de 14 martyrs ainsi que 17 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 71.409 martyrs et 171.304 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan annoncé par les autorités sanitaires palestiniennes.

Six habitudes de vie à changer dès maintenant pour éviter un cancer

Certains facteurs de risque comme l'âge et le patrimoine génétique peuvent expliquer la survenue de cancers. C'est ce qu'on appelle les facteurs non évitables.

Mais il existe aussi d'autres facteurs, que l'on appelle facteurs évitables, qui peuvent être modifiés pour éviter un cancer. Voici les 6 principales habitudes de vie à adopter pour prévenir le risque de cancer.

1. Arrêter de fumer

Ce n'est un secret pour personne, la fumée de cigarette augmente considérablement les risques de cancer. Il constitue la première cause évitable de décès dans le monde. Le tabagisme augmente notamment le risque de cancer des poumons, de la bouche, de la gorge mais aussi de la tête et du cou, de l'œsophage, du foie, du sein, de l'estomac, du pancréas et de la vessie… On estime qu'en arrêtant de fumer, on peut diminuer de moitié le risque de cancer dans les 10 prochaines années.

2. Pratiquer régulièrement une activité physique

De nombreuses études scientifiques ont déjà démontré que la pratique régulière d'activité physique permet de rester en bonne santé et de réduire les risques de cancer. L'Institut national du cancer et du Réseau NACRe

(Réseau national alimentation cancer recherche) recommande ainsi de limiter autant que possible les activités sédentaires et de pratiquer régulièrement des activités physiques. Pour l'adulte, il est recommandé de pratiquer au moins 5 jours par semaine au minimum 30 minutes d'activité physique d'intensité modérée (comme la marche rapide) ou pratiquer 3 jours par semaine 20 minutes d'activité physique d'intensité élevée (comme le jogging). Chez l'enfant et les adolescents, il est recommandé de pratiquer un minimum de 60 minutes par jour d'activité physique d'intensité modérée à élevée, sous forme de jeux, d'activités de la vie quotidienne ou de sport.

3. Adopter une alimentation saine et équilibrée

Avec les activités physiques, l'alimentation joue un rôle majeur dans la prévention des cancers. Chaque année en France, environ 20 % des cancers sont attribuables à la nutrition, dont 5,4 % en lien direct avec nos habitudes alimentaires.

Pour adopter une alimentation saine et éviter les risques de cancer, il est recommandé de manger :

Des fruits et légumes (au moins 5 par jour).

Des légumes secs (lentilles, pois chiches… au moins 2 fois par semaine).

Des aliments complets (pains, pâtes, riz… 2 fois par jour).

Des produits laitiers (yaourt, fromage… 2 par jour).

Des fruits à coque non salés (noix, amandes… une poignée par jour).

Du poisson gras et maigre en alternance (sardine, hareng… 2 fois par semaine).

Des huiles riches en oméga 3 (huile d'olive, huile de colza, huile de noix…).

Des produits locaux, de saison et bio de préférence.

À l'inverse, il faut limiter la consommation de charcuterie et de viande rouge et réduire la consommation d'aliments gras, sucrés et transformés ainsi que les boissons sucrées.

4. Maintenir un poids santé

De nombreux cancers sont liés au surpoids et à l'obésité. C'est le cas du cancer de l'œsophage, de l'endomètre, du rein ou encore du côlon, du rectum, du pancréas et du sein…

Selon la Fondation pour la recherche sur le cancer, environ 3 % des cancers masculins et 6 % des cancers féminins sont liés à une surcharge pondérale. C'est pourquoi il est très important de maintenir un poids santé pour éviter les risques de cancer.

5. Consommer de l'alcool avec modération

L'alcool est un cancérigène avéré. D'après Fondation pour la recherche sur le cancer, l'alcool constitue, la 2e cause de décès par cancer évitable, après le tabagisme, en France. Si l'idéal est de boire le moins possible d'alcool, les recommandations de l'Institut national du cancer et l'agence nationale Santé Publique France sont :

ne pas consommer plus de 10 verres standards par semaine et pas plus de 2 verres par jour,

avoir des jours dans la semaine sans consommation.

6. Protéger la peau des rayons UV

Les rayonnements ultraviolets sont nocifs pour notre corps et constituent un risque accru de cancer de la peau. On estime que de 50 à 70 % des cancers de la peau sont directement liés à une exposition directe excessive au soleil. Pour éviter le cancer de la peau, il est recommandé d'éviter toute exposition entre midi et 16 h, de se protéger en portant des vêtements couvrants, en se mettant à l'ombre ou en utilisant des crèmes solaires.

Pourquoi vos muscles fondent avec l'âge et comment ralentir le processus

La fonte musculaire liée à l'âge est inéluctable. En cause, la baisse progressive de notre stock de cellules souches musculaires dont le rôle est de maintenir notre masse musculaire constante.

L'INHIBITION PROGRESSIVE D'UN GÈNE NOMMÉ SPROUTY1

Dès 50 ans, la masse et la force musculaires diminuent de manière significative. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène. La première cause est un ralentissement du métabolisme des acides aminés qui s'installe avec le temps. Pour rappel, les acides aminés apportent de l'énergie aux muscles. Autre cause possible, la présence de carences nutritionnelles qui peuvent apparaître avec l'âge, mais aussi la baisse de notre production d'hormones (notamment l'hormone de croissance et la testostérone) qui contribuent à la production de fibres musculaires. Des chercheurs ont récemment découvert une autre cause pouvant expliquer la perte de masse musculaire avec l'âge : la baisse du stock de cellules souches musculaires, rendant plus difficile la reconstruction et le renouvellement des fibres musculaires. Les chercheurs ont révélé que cette baisse du stock de cellules souches musculaires est due à l'inhibition progressive d'un gène nommé Sprouty1. L'inhibition de ce gène se manifeste avec l'âge provoquant une diminution du stock de cellules souches musculaires de plus de moitié par rapport à un sujet jeune. Une des pistes thérapeutique envisagée par les scientifiques pour enrayer ce phénomène est la réactivation du gène Sprouty1. Mais on ne sait pas encore comment...

COMMENT LUTTER CONTRE LA PERTE DE MASSE MUSCULAIRE ?

Même si la perte de masse musculaire liée à l'âge est inévitable, il existe des moyens de ralentir ce phénomène.

LE SPORT

Le sport peut être pratiqué à tout âge ! Certaines activités musclent plus que d'autres. L'idéal pour maintenir sa musculature en vieillissant est l'alternance entre exercices d'endurance (running, marche rapide, vélo, natation…) et exercices de haute intensité. Les exercices contre résistance (exercices de renforcement musculaire) sont recommandés pour garder votre masse musculaire. Les exercices fractionnés (alternance de courtes phases d'effort intense avec des phases plus longues d'endurance) sont aussi conseillés.

L'ALIMENTATION

Il est aussi possible de préserver sa masse musculaire grâce à de bons apports en protéines. Les protéines sont présentes dans la chair animale maigre (volaille, poissons et crustacés), les oeufs, les produits laitiers… Les protéines sont aussi présentes dans des végétaux (légumineuses, blé, seigle, orge, céréales complètes…).

Voici pourquoi il ne faut jamais réchauffer vos croissants au micro-ondes !

De temps en temps, rien de tel qu'un croissant croustillant pour bien commencer la journée ! Mais si vous avez l'habitude de réchauffer vos viennoiseries au micro-ondes, il est temps de changer vos habitudes. Ce geste anodin peut gâcher votre plaisir en transformant votre petit-déjeuner en un amas caoutchouteux et sans saveur. Voici pourquoi il vaut mieux éviter cette méthode et quelles alternatives privilégier pour retrouver tout le plaisir d'un croissant chaud et croquant.

LE MICRO-ONDES, ENNEMI DU CROISSANT

Le micro-ondes fonctionne en chauffant l'eau contenue dans les aliments grâce aux ondes électromagnétiques. Or, les croissants sont riches en beurre, un ingrédient qui contient environ 16% d'eau. Résultat ?

Un croissant mou et caoutchouteux : la vapeur d'eau générée à l'intérieur de la pâte ramollit la viennoiserie au lieu de la rendre croustillante ;

Une perte de saveur : en chauffant trop rapidement, les arômes subtils du beurre et de la pâte feuilletée s'évaporent ;

Une texture désagréable : quelques minutes après le passage au micro-ondes, votre croissant devient dur et sec.

LES ALTERNATIVES POUR RÉCHAUFFER UN CROISSANT SANS LE GÂCHER

Si vous souhaitez retrouver le plaisir d'un croissant fondant et croustillant, privilégiez ces méthodes de réchauffage

AU FOUR : LA MEILLEURE OPTION

Préchauffez votre four à 160-180°C .

Placez le croissant sur une grille ou une plaque recouverte de papier sulfurisé.

Laissez-le chauffer 5 à 10 minutes pour un résultat doré et croustillant.

Astuce : Si votre croissant sort du congélateur, enveloppez-le dans du papier aluminium et laissez-le chauffer 15 minutes à 200°C.

À LA POÊLE : UNE ALTERNATIVE RAPIDE

Faites chauffer un poêle à feu doux sans ajouter de matière grasse.

Déposez le croissant et laissez-le chauffer environ 2 minutes de chaque côté.

Couvrez avec un couvercle pour conserver un peu d'humidité.

AU GRILLE-PAIN : POUR LES PRESSÉS

Coupez le croissant en deux pour éviter de brûler la croûte.

Faites-le griller à basse température pendant 1 à 2 minutes.

Surveillez bien pour éviter qu'il ne devienne trop sec.

Bon à savoir : ces conseils sont valables pour d'autres sortes de viennoiseries comme la brioche ou le pain au chocolat.

Conclusion : ne sacrifiez pas le plaisir d'un bon croissant

Réchauffer un croissant au micro-ondes est la pire chose que vous puissiez faire si vous voulez retrouver son goût et sa texture d'origine. En optant pour le four, le poêle ou le grille-pain, vous pourrez savourer une viennoiserie délicieusement chaude, dorée et croustillante, comme si elle sortait de la boulangerie. Alors, la prochaine fois, prenez quelques minutes de plus… ça change tout !

Selection du lundi

TF1

21h10

Le diplôme

Avec Clémentine Célarié, Bernard Campan, Camille Lellouche, Guillaume Labbé, Julie Sassoust, Ahmad Kontar, Vanessa Guide, Marc Riso, Cécile Rebboah, Frédéric Hazan, Jean-Michel Lahmi, Ener Tambwe, Suzy Deschamps, Caroline Donnelly, Oumar Diaw

Septembre, c'est la rentrée au lycée d'adultes Ducros. Delphine, grande bourgeoise parisienne et femme au foyer, a décidé de passer son bac à 60 ans, projet qu'elle cache à son mari, Martial. Parmi ses camarades de classe, on compte Leïla une chauffeuse VTC et mère débordée, Hussein un réfugié syrien, Sam un retraité sarcastique, Jen une jeune femme mutique et Pierre un déménageur au passé trouble.

France 2

21h10

Mitterrand confidentiel

Avec Denis Podalydès, Judith Chemla, Valérie Karsenti, Suzanne Jouannet, Léa Lopez, Baptiste Carrion-Weiss, Pauline Briand, Marie Denarnaud, Jean-Luc Porraz

Blessée par l'officialisation de l'existence de Mazarine, et de sa mère, Danielle Mitterrand fugue, lassée des non-dits et des secrets de son mari. Au plus haut niveau de l'État, c'est l'émoi. Renvoyé à son culte de la liberté, et aux ambiguïtés qu'il a pu faire vivre à ses deux grandes histoires d'amour, François Mitterrand revisite ses années 1970, lorsqu'on l'a enterré comme un homme du passé, et que chaque fois, il a su se réinventer, tant sur le plan politique que romanesque.

France 5

21h05

Ivohiboro, la forêt oubliée

Réalisateur : Laurent Portes, Fitzgerald Jego

tricia Wright, primatologue et professeur américaine, mène une expédition dans la forêt d'Ivohiboro, une oasis de verdure découverte au milieu des plaines arides du Sud-Est de Madagascar et qui a miraculeusement survécu jusqu'à aujourd'hui. Cet îlot de seulement 14km2 attire l'attention car il concentre toute la biodiversité de l'île ! Les scientifiques venus l'étudier espèrent y trouver de nouvelles espèces et participer à sa sauvegarde face au changement climatique.

France 3

21h10

PSG - Paris FC

Vainqueurs respectifs du Vendée Fontenay Foot et de l'US Raon, le Paris Saint-Germain et le Paris FC se retrouvent en 16es de finale de la Coupe de France au Parc des Princes. Cette affiche intervient quelques jours après le Trophée des Champions disputé par le Paris-Saint-Germain. Il s'agit surtout du deuxième derby parisien du mois de janvier 2026, puisque les deux clubs se seront déjà affrontés en Ligue 1 le 4 janvier, lors de la 17e journée. Une confrontation très attendue entre deux équipes de l'élite, promettant intensité, rivalité et spectacle.

M6

21h00

La roue de la fortune célébrités

Présenté par : Eric Antoine

Éric Antoine va proposer à des célébrités de réaliser un vieux rêve d'enfant : tourner la roue la plus culte de la télévision ! Et pour la bonne cause ! Chaque candidat tentera de résoudre les énigmes pour accéder à la finale et récolter un maximum pour son association. Comme les candidats de l'émission quotidienne, les célébrités devront aussi déjouer les facéties de la Roue et éviter les pièges comme la Banqueroute ou l'Échange pour espérer gagner leur partie et se hisser en finale.

W9

21h025

Insaisissables 2

Avec Lizzy Caplan, Daniel Radcliffe, Dave Franco, Mark Ruffalo, Jesse Eisenberg, Woody Harrelson, Jay Chou, Sanaa Lathan, Michael Caine, Morgan Freeman, David Warshofsky, Tsai Chin, William Henderson, Richard Laing, Henry Lloyd-Hughes

Après leur spectaculaire braquage de banque à distance, un an auparavant, où ils avaient réussi à déjouer les plans du FBI, les Quatre Cavaliers, surnommés «les Robin des Bois des temps modernes», sont chargés d'une nouvelle mission par «l' il», sous la responsabilité de Dylan Rhodes. Il s'agit d'infiltrer la société Octa, qui vole des informations aux utilisateurs de son nouveau logiciel.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

LE CHIFFRE DU JOUR

60 **PROGRAMMATION** de plus de 60 manifestations commerciales pour l'exercice de 2026 pour la promotion de la production «Made in Algeria» en interne mais surtout à l'international.

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Washington maintient le cap pour renforcer son ancrage en Algérie

Selon la chaîne youtube "Verbe et Vérité", le départ de l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger, Elisabeth Moore Aubin n'est pas une simple passation de poste. Non, ce changement, c'est une onde de choc.

Dans les coulisses de la diplomatie mondiale les regards se braquent désormais sur l'Algérie dont le partenariat stratégique avec les Etats-Unis semble franchir une étape décisive. Les capitales de la région retiennent leur souffle. Alors que les médias alliés au Maroc imaginaient déjà une Maison-Blanche remodelée à leur avantage et qui leur déroulerait le tapis rouge, la réalité leur a claqué la porte au nez.

C'est l'Algérie qui s'impose comme l'allié incontournable de Washington sous Donald Trump; fin des discours creux, place à logique des bilans concrets et les pourcentages qui parlent d'eux-mêmes .

Le départ d'Elisabeth Moore Aubin n'a pas sonné comme un simple acte d'adieu protocolaire: reçue avec honneur par le président Abdelmadjid Tebboune et saluée par le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf , elle repart avec les clefs d'une relation bilatérale renforcée. Un geste qui n'est pas passé inaperçu à Rabat où l'on s'est empressé de décrypter chaque accolade comme une provocation. En coulisse, Washington reste sourde aux jeux d'influence et maintient le cap pour renforcer son ancrage avec une Algérie qui s'affirme au centre régional.

Les grands titres de la presse américaine racontent, l'Algérie, c'est la priorité de Donald Trump, un pays vu non seulement comme une ligne d'opportunités économiques, mais aussi comme un pilier stratégique sur l'échiquier sécuritaire de l'Afrique et du bassin méditerranéen. Et pendant que certains se perdent sous des illusions, les chiffres ne laissent aucune place aux faits. Les Etats-Unis occupent la première place des investissements étrangers en Algérie avec plus de 29 % de parts, plus de 100 géants américains ont planté leurs drapeaux respectifs dans divers secteurs économiques algériens, des noms comme Chevron et Exxonmobil ont déjà engagé des pourparlers avec des milliards de dollars sur la table et leurs gros sur le gaz de schiste et sur les conventionnels.

Loin du bla-bla diplomatique, c'est ici que les affaires se concrétisent: l"Algérie n'est plus un partenaire commercial parmi d'autres, mais désormais convoitée par les Etats-Unis. Ce ralliement aussi brutal, aussi éloquent n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, surtout pas au Maroc. Rabat observe avec inquiétude cette boussole américaine qui pointe franchement de plus en plus vers Alger. Il faut dire que l'Algérie propose bien plus qu'un simple discours géopolitique, elle offre un terrain d'investissements concrets et des combines diplomatiques loin des quémandes d'aide sans lendemain.

Dans ces conditions, le simple profil du futur ambassadeur des Etats-Unis à Alger présenté comme un spécialiste des affaires et apôtre des réalités géopolitiques et économiques, a complètement brouillé les plans et les manœuvres savamment échafaudés par le Makhzen. A Rabat on espérait un ambassadeur prompt à taper sur la table face à Alger, mais les signaux envoyés depuis Washington disent tout le contraire et toute une autre histoire, les titres de la grande presse américaine l'avancent: la doctrine Trump aujourd'hui, c'est l'Algérie en priorité.

Dans cet esprit diplomatique, le choix du nouvel ambassadeur américain à Alger n'est pas une simple formalité, il s'agit d'un processus taillé sur mesure pour manier des dossiers lourds: énergie, ressources minières et sécurité. Trois domaines névralgiques où Alger détient des atouts immenses que personne même avec toute mauvaise foi du monde ne peut balayer du revers de la main. Aujourd'hui, l'Algérie ne se contente plus d'observer les dynamiques régionales, elle les façonne.

Ammar Zitouni

PENSÉE

Cinq années se sont écoulées depuis que

AÏT HABIB ABAS

a quitté le rivage visible de nos vies, mais son absence n'a jamais été un silence.

Elle est devenue une présence diffuse, douce et persistante, comme une lumière qui ne s'éteint pas, même lorsque le jour décline.

Ami sincère et fidèle, il portait l'amitié comme on porte une promesse : avec constance, loyauté et chaleur. Sa générosité n'était pas un geste, mais une manière d'être au monde. Solidaire de son entourage, attentif aux autres, il savait tendre la main sans bruit, offrir sans compter, comprendre sans juger.

Son intelligence, fine et profondément humaine, s'alliait à une bonté rare. Elle ne cherchait ni l'éclat ni la reconnaissance, mais la justesse.

Aujourd'hui encore, cette bonté continue de parler, de respirer, de marcher parmi nous — elle vit dans l'héritage le plus précieux qu'un homme puisse laisser : ses enfants. En eux se reflètent ses valeurs, sa sagesse tranquille, sa force bienveillante. Ils sont la preuve vivante que certaines âmes ne disparaissent jamais, elles se transmettent.

En ce cinquième anniversaire, nous ne pleurons pas seulement un départ, nous célébrons une trajectoire. Celle d'un homme qui a aimé, donné, partagé, et qui a semé assez de lumière pour que le temps lui-même n'ose l'effacer.

Aït Habib Abas n'est pas loin.

Il est dans les souvenirs qui réchauffent, dans les sourires qui rassurent, dans chaque acte de fidélité et de solidarité que nous posons en pensant à lui.

Que sa mémoire demeure une source, et non une absence.

Salah LAKOUES

COMMÉMORATION

CINQ ANNÉES DÉJÀ

Cela fait cinq années que notre père nous a quittés, et pourtant, il n'est jamais vraiment parti. Il demeure là, dans l'air que nous respirons, dans les silences qui parlent, dans chaque instant où la vie nous met à l'épreuve. Son sourire continue d'éclairer nos jours, sa bonté d'adoucir nos chemins, ses conseils de guider nos décisions.

Il nous a légué bien plus que des souvenirs : il nous a transmis une manière d'être. Sa droiture est devenue notre boussole, son humour une force face aux tempêtes, sa sagesse une voix intérieure qui nous rappelle l'essentiel. À chaque pas que nous faisons, nous marchons sur sa trace, conscients que nos gestes prolongent les siens, que nos choix portent l'empreinte de son enseignement.

Nous savons qu'au-delà de l'horizon visible, là où il se trouve désormais, il nous regarde avec cette bienveillance qui le caractérisait tant. Et cette certitude nous apaise. Elle transforme l'absence en présence, la nostalgie en énergie, le manque en héritage vivant.

Aujourd'hui, nous ne pleurons pas seulement un père disparu ; nous célébrons un homme accompli, dont l'amour continue de circuler en nous comme une source intarissable.

Cinq années ont passé, mais son âme veille encore — et elle marche avec nous.